PRR

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Robert BRASILLACH :
Journal d'un homme occupé (V)

•

Docteur MALAN :
La Vérité sur L'Apartheid

•

Ernesto MASSI :
Une Politique Sociale Européenne

•

Karl Heinz PRIESTER
L'Allemagne et la Sarre

•

Maurice BARDECHE
Les conséquences de Dien-Bien-Phu

SOMMAIRE COMPLET. PAGE 2

UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

14

JUIN 1954

PRIX : 100 fr.

SOMMAIRE

RECIT

— Robert BRASILLACH : *Journal d'un homme occupé* (V).

LES IDEES ET LES FAITS

— Maurice BARDECHE : Les conséquences de Dien-Bien-Phu.

— Dr MALAN : La vérité sur l'apartheid.

— Ernesto MASSI : Une politique sociale européenne.

— Karl-Heinz PRIESTER : L'Allemagne et la Sarre.

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

— Le Congrès du Deutsche Reich Partei.

— L'activité du Rassemblement National.

— Le Congrès de l'Union Latine.

● Echos :

— La mort de Fredrich Meinecke. — L'uranium belge et les accords secrets de Londres. — Les soldats ont droit à l'estime. — Comment vivent les « 7 » ? — Un revenant : le chef de la dénazification. — Accueil triomphal des anciens de la « division bleue ». — Giovanni Gentile. — « Don Camillo » ira-t-il en prison ?

ETUDES ET TRIBUNE LIBRES

— Jean LESIEUR : Pour l'union des producteurs (II).

— L.-E. NAGEL : La population en U.R.S.S.

— L'IBIS : Le complexe du cobaye.

— Pierre FONTAINE : Après l'Indochine, l'Inde française.

— Per ENGDAHL : Elémens d'une nouvelle idéologie (fin).

Juin 1954 N° 14 Prix : 100 fr., Belgique : 14 fr. b.

Récit

Journal d'un homme occupé

par ROBERT *BRASILLACH.*

(V)

Un beau jour, le 31 juillet, à midi et demie, nous partîmes avec quelque douze cents hommes. Par un décret et un choix des puissances suprêmes, je partais avec quelques-uns de ceux que j'avais appris à connaître, et qui seraient parmi mes meilleurs amis, Roger Gaillochet, André Lemarchand, le petit Barraud. Henri Prado-Gaillard était avec nous. J'abandonnais Marcel Maysounave et Raymond Laurent, mes deux camarades de Normale, mais je retrouvai ce dernier à Soest en Westphalie, trois mois plus tard.

Nous emportions notre bagage sommaire, et je retrouvai dans la colonne le chauffeur de la Victorine, toujours de bonne humeur. J'avais ma couverture blanche et le sac russe emprunté jadis à Jean Effel. Il faisait beau. On venait de prétendre que quelques centaines de milliers d'Allemands s'étaient noyés en essayant de traverser la Manche, et que les drapeaux étaient en berne sur tous les édifices publics. Tou-

(1) Voir les nos 11, 12 et 13 de *Défense de l'Occident.*

tefois, celui de la Kommandantur claquait normalement aux souffles de l'été. Irions-nous décidément vers la liberté, ou vers les enclos définitifs de la captivité ? Nous verrions bien. Ailleurs, en France, on commençait une incertaine et bizarre aventure, celle qui se baptisait la Révolution nationale. Nous en avions eu les premiers échos : en connaîtrions-nous jamais la suite ? En attendant, je faisais confiance, avec nervosité, à l'avenir. Nous franchissions déjà les défilés fortifiés. Nous avions maigri. Nous étions jeunes. Je quittais sans hostilité les quatre semaines que j'avais passées là, d'une couleur si différente de ce que pourrais connaître par la suite. J'avais terminé l'étrange périple qui, des premiers jours de juin à la fin de juillet, m'avait mené des prisons de la République aux camps de l'armée allemande, à travers les péripéties sans gloire de la retraite, et tandis que me parvenaient de façon bien assourdie les événements immenses dont notre pauvre patrie subissait les coups. Tout cela se tenait et formait un ensemble bizarre, noir et gris sous le soleil d'été. Nous allions maintenant vers des destins plus normaux et plus réglés. Notre captivité romantique était terminée.

Nous voici dans ce camp de Westphalie, pour combien de temps ? Nous y sommes venus par le chemin des écoliers, et ils me semblent de plus en plus loin, les jours de notre captivité romantique de Neuf-Brisach. Quel étrange voyage ! Nous avons traversé, sous le soleil de juillet, des champs paisibles, où l'on travaillait comme en temps de paix, pour aller prendre le train à Colmar. L'hirondelle des racontars avait menti : ce train ne nous menait pas au Valdahon. Il nous menait à Strasbourg, que nous avons traversé dans la nuit la plus noire, pour dormir quatre heures dans une caserne lointaine, pour nous lever à l'aube, et pour embarquer enfin sur le Rhin. Les bruits les plus invraisemblables, c'étaient eux qui avaient raison. Nous avons bien descendu le Rhin, non pas en péniche, mais sur les bateaux de plaisance qui jadis servaient aux croisières. Si jamais j'avais cru faire la croisière du Rhin dans de pareilles conditions ! Un jour peut-être, dans la paix, je la referai, je ne pourrai jamais oublier ce bateau qui à travers les donjons romantiques et les énormes paysages de la Rhénanie industrielle, nous menait, en cet été 1940, vers la frontière de Hollande. Nous étions là douze cents environ, pour ce voyage de trente heures, écarquillant les yeux pour mieux voir, malgré tout, pour regarder ce que nous offrait gratuitement le destin. Malgré tout, nous riions, nous plaisantions sur le beau voyage. S'il n'y avait pas eu des malades, j'aurais parfaitement goûté la bizarre croisière. Malheureuse-

ment, au long des routes, beaucoup de nos gars avaient mangé des fruits verts, et beaucoup étaient abominablement indisposés. L'homme ne se contente pas de conversations élevées, il est aussi soumis aux exigences de sa nature, et je trouvais affreux, moi qui n'étais pas malade, le sort de ces pauvres garçons qui attendaient quatre heures de suite, en file ininterrompue, à la porte des toilettes du bateau : hélas ! Il n'y en avait que trois, car les voyages de plaisance ne prévoient point les indispositions massives, et personne n'y pouvait rien, que préparer de vagues installations de fortune. A la caserne de Neuf-Brisach, avant que nous n'arrivions dans la ville, Laurent Willecome m'avait affirmé :

— L'eau potable et les cabinets sont les deux piliers de la civilisation. Le reste n'est que fioriture et ornements.

Sur le bateau du Rhin, il fallait bien convenir de la cruelle vérité de cette assertion, mais qu'y faire ? Ni nos gardiens ni nous-mêmes ne pouvions venir en aide aux imprudents amateurs de fruits verts, Il nous restait à intervenir pour faire place aux plus atteints, et à tâcher de ne plus trop penser aux autres. Il faisait beau, je m'en souviens, une nuit douce d'été où nous avons fait halte. Les plus illustres cathédrales, les burgs noirs et déchiquetés au-dessus des coteaux, le rocher de la Lorelei, je n'aurais peut-être jamais vu cela. Désormais je ne le verrai plus, si j'en ai l'occasion, qu'à travers les souvenirs fantômatiques de ce voyage, avec mes douze cents gars qui oubliaient leurs souffrances pour la curiosité, et qui ouvraient leurs yeux sur ce romantisme un peu soigné pour mon goût, un peu dramatique, un peu hugolien.

J'ai préféré les paysages d'usines. Nous pouvions encore nous souvenir des descriptions de *Paris-Soir*, au printemps de la guerre, expliquant qu'il ne restait plus pierre sur pierre de Ludwigshafen après les bombardements de l'aviation anglaise. Toutes les cheminées de Ludwigshafen fumaient, et à droite, à gauche, pendant des centaines de kilomètres, la puissance la plus gigantesque du monde étalait intacts ses trésors. Je ne crois pas avoir rien vu de plus saisissant. Les gars raillaient, malgré leur douleur d'entrailles :

— Dis donc ! encore un pont du Rhin « démoli », il faut croire !

— Et celui-là, il ne tient plus debout !

Et ils guettaient, et ils cherchaient sans la trouver la trace d'une seule bombe anglaise.

— Tu ne crois pas qu'on aurait dû payer un voyage sur le Rhin à ceux qui ont déclaré la guerre, avant le mois de septembre ? Ça leur aurait peut-être donné à réfléchir.

Mais, impassibles, les grands ponts, les chantiers, la ferraille géante et puissante, autour de nous s'étendait. Et l'on se disait que jusqu'à l'horizon, et au delà de l'horizon, il en était ainsi, et que tout cela travaillait, forgeait, et qu'on n'avait pas voulu voir cela, ni le connaître. Je ne sais pas si tous ceux qui ont participé à cette étrange croisière s'en sont longtemps souvenu. Je sais que beaucoup n'oublieront pas les leçons saisissantes et dures qu'elle leur a apportées.

Ce fut ensuite le Rhin paisible et lent, proche des plaines bataves, les îles vertes, les herbes, les pâturages. A Wesel, nous avons débarqué, traversé la ville. C'était la première fois que nous nous trouvions au contact d'une foule allemande. Pas un cri, à peine un regard, vite détourné, une discrétion exemplaire. Nous avons passé la nuit au Jardin Zoologique, dans des baraques neuves, sur des paillasses neuves, et nous avons repris le train le lendemain matin pour gagner les environs de Hambourg. Dans les gares, nous descendions sur les quais, nous avons même parlé avec des gars. Un jeune nazi nous a interpellés en français, avec un surprenant accent du Midi. Il avait passé son enfance à Carpentras, et nous avons bavardé, cordialement, un peu surpris. Nous lui avons demandé s'il lui était permis de parler avec nous :

— Pourquoi non ? nous a-t-il dit avec étonnement. Vous n'êtes pas des *banndits*.

Cet accent, sous cet uniforme, sous ce ciel lointain, nous amusait. La captivité nous paraissait alors pleine d'imprévu, de cocasserie, et après tout, je crois que ce n'est pas toujours une opinion si mauvaise. Jusqu'au bout, je prie Dieu de me conserver mon incurable curiosité d'esprit, et si je dois finir au bagne, de m'inspirer de l'attention pour les routes désertiques ou les paysages de la Guyane. Au moins avions-nous la chance de parcourir ces chemins surprenants d'une façon pas trop fatigante, alors que tant de nos camarades pris dans le Nord en pleine bataille, avaient dû, faute de transports, gagner l'Allemagne à pied,en longues étapes. Nous nous avançions, nous, un peu hébétés, un peu tristes, mais soutenus par la bizarrerie de nos détours et par la nouveauté de ce que nous voyions.

*
* *

L'image la plus extraordinaire qui m'ait frappé dans notre captivité est sans doute notre arrivée au camp de Sandborstel. Il était minuit lorsque le train s'arrêta à Bremervorde, qui est une petite gare entre Altona et Cuxhaven. Dans l'ombre noire,

on nous mit en rang, par cinq. Cinq (*funf*) est peut-être le premier mot qu'auront appris les captifs en terre allemande, car on les rangeait constamment ainsi, et on les recomptait plusieurs fois. Une camionnette d'ailleurs avait pris les plus lourds bagages, pour ceux qui avaient des cantines. Nous étions toujours avec nos hommes, et nous sûmes plus tard que c'était par erreur. Le camp était situé à quelques kilomètres de la gare, mais nous ne savions pas combien. Nous sommes donc partis, longue colonne fatiguée et trébuchante, à travers une nuit brumeuse, avec plusieurs arrêts pour nous reposer. La chaussée était de gros pavés, ou de briques, serpentant à travers une campagne presque invisible de sables et de maigres bosquets. Quand nous avons refait le chemin de jour, il ne nous a pas paru si long (treize ou quatorze kilomètres) et nous avons pu voir qu'il traversait une lande déshéritée, de tourbières et d'arbres, avec, là-dedans, des villages d'une propreté absolue, des maisons coquettes aux rideaux clairs, comme si l'homme avait voulu atténuer par son ingéniosité les désagréments de la contrée. Dans la nuit, nous ne voyions à peu près rien de tout cela, et la route nous semblait interminable. A mesure que nous approchions du jour, la brume devenait plus épaisse, et le froid plus vif. Le mois d'août commençant s'était mué en une sorte de novembre aigre. Et puis, soudain, vers cinq heures, on nous immobilisa. La brume était déjà percée par les pâles rayons de l'aube. Nous attendions que le soleil parut. Il fit semblant de se montrer, les champs désolés se découvrirent de chaque côté de la route, avec leur poussière noire, leurs étendues de dunes. Devant nous des barbelés, des baraques, des tentes, et de hauts postes de guetteurs sur des piliers de bois. Tout cela noyé dans une pénombre cotonneuse, huilé d'une brouillasse vague et suintante, au bord de fossés de sable noir, de champs à l'herbe rare. C'était le camp.

Nous entrâmes dans une vaste tente, où l'on procédait à la fouille des arrivants. Nous étions venus là par erreur, car il s'agissait d'un camp de soldats. On ne laissa qu'une tenue à ceux qui en possédaient deux, ce qui ne s'est pas fait ailleurs, on prit nos stylographes, nos ceinturons, les matelas pneumatiques de ceux qui en possédaient. Puis on nous mena dans des tentes géantes, où pouvaient dormir deux ou trois cents soldats, on nous fit un coin sur un peu de paille, on nous porta du café chaud. Nous comprîmes plus tard que c'étaient les tentes des hôtes de passage, tentes géantes de l'armée allemande, où Willecome avait vu jadis les S.S. lors d'un congrès. Mais nous nous demandions si on allait nous

laisser là. Au bout de trois jours, on nous mena dans la partie permanente, construite en baraques, qui avait été, nous dit-on, prévue pour les Jeunesses Hitlériennes, et qui était très propre, avec de belles installations de lavabos à douches. Et l'on nous avertit que nous étions là pour peu de jours, car nous aurions dû être dirigés sur un camp d'officiers. Nous étions une cinquantaine, partageant notre baraque avec des hôtes à demeure du camp, surtout des Belges. Et nous commençâmes à reprendre nos esprits.

Ai-je conservé un si mauvais souvenir de cette excursion baroque ? On nous portait à manger deux fois par jour, et c'est là que nous avons fait connaissance avec la nourriture des camps. « Elle est plus abondante que dans les camps d'officiers » nous avertirent les hommes, car c'est la ration de travailleur. Nous regardions le photographe opérer sur des dizaines de milliers d'hommes qui couraient devant lui, un numéro inscrit sur une ardoise devant la poitrine, s'immobilisaient, s'effaçaient pour laisser place au suivant : c'était l'immatriculation. Il y avait aussi, non loin de nous la baraque à désinfection. Nous n'étions pas immatriculés, on nous avait même laissé tout notre argent français qu'on prend à l'entrée des camps, contre reçu, pour le rendre à la libération. Nous n'étions là que de passage. Il faisait un temps incertain et, vers trois heures du matin, très froid, surtout sous notre tente des premiers jours. Mais les premières journées furent chaudes, et nous nous promenions le torse nu dans cette ville provisoire. Il n'y avait pas d'eau potable (« L'eau potable et les cabinets... »), on ne devait boire que du faux café, que l'on distribuait assez abondamment. L'eau courante était rougeâtre. Lorsque nous fûmes installés dans nos baraques, nous allions, s'il ne pleuvait pas, dans une sorte de maigre prairie où nous cherchions des trèfles à quatre feuilles. Puisque nous étions là de passage, nous ne pouvions pas donner notre adresse, ni écrire chez nous. Jamais je n'ai connu impression pareille de provisoire. Le matin, à cinq heures et demie, on faisait un appel dans la brume, puis nous pouvions nous recoucher. C'est là que nous vîmes un ou deux numéros du *Matin* de Paris, je me souviens, des journaux flamands que les Belges nous traduisaient, et les premiers numéros de ce journal fait à Berlin pour les prisonniers français, *Le Trait d'Union*. Mais toutes les nouvelles que nous en tirions nous paraissaient plus vagues, plus obscures encore qu'à Neuf-Brisach. En parlant avec les Belges, nous nous apercevions qu'ils avaient tous un immense respect pour leur Roi, alors que la plupart d'entre nous en étaient restés aux jugements

sommaires répandus à la fins du mois de mai par la radio française. On nous apprit aussi qu'il y avait déjà eu des libérations : des cheminots en particulier. On nous dit que les Bretons étaient classés à part, ce qui nous inquiéta, et que certains avaient déjà été libérés. De tout cela, nous ne savions rien auparavant. Mais nous attendions un autre camp pour essayer de voir plus clair dans notre univers. Là-bas, j'ai dormi mieux que n'importe où, dans mes deux couvertures sur la paille, au sommet de ces lits à deux étages que je voyais pour la première fois.

Autour des baraques, je ne sais si c'étaient les jeunesses hitlériennes ou les premiers prisonniers du Stalag X-B, qui avaient dessiné des parterres, avec un peu de bruyère mauve, sur ce sol ingrat et noir, d'où le soleil et le vent faisaient lever une poussière torride. Mais j'ai gardé dans mon portefeuille, avec un « trèfle à quatre » de la prairie, un brin de cette bruyère en souvenir de ces jours-là, et des vers d'Apollinaire que récitait à longueur de journée Laurent Willecome:

J'ai cueilli ce brin de bruère
L'automne est morte souviens t'en
Nous ne verrons plus sur terre u
Odeur du temps brin de bruyère
Et souviens-toi que je t'attends.

⁂

Nous sommes arrivés ici, par un matin de quinze août, un peu brumeux, avec une sorte de satisfaction. C'en était fini, pour un temps au moins, de nos pérégrinations : nous allions prendre nos quartiers de captivité, et dans un lieu qui, ma foi, n'était pas désagréable. Le camp est accolé au village de Dorsel, non loin de la petite ville de Warburg, en pleine campagne. Il y a quelques baraques, aménagées comme les campements de la jeunesse, et l'horizon est large. Au loin, sur une bizarre montagne en pain de sucre, un vieux château. Autour de nous, des champs, des villages à clocher, la moisson, tout un paysage modéré et charmant. Le dimanche, les demoiselles des villages viennent se promener dans les environs — et nous regardent. Nous ne sommes pas mal installés, nous avons trouvé avec plaisir, pour nos lits à deux étages, dont les paillasses reposent sur des travées de bois, des couvertures et des draps. Ce sont les draps de l'armée allemande, des housses à carreaux bleus et blancs, qui servent en principe à mettre les couvertures. Mais on peut se

glisser dedans. Nous sommes une douzaine dans une chambre, encombrée d'armoires réglementaires. Laurent Willecome couche à côté de moi, à l'étage supérieur d'une couchette presque semblable aux couchettes de bateau. Il y a deux baraques séparées par les lavabos et les douches, où l'on accède par des sentiers de mâchefer qui doivent éviter la boue. Il y a aussi un réfectoire, chose que je crois rare dans les camps, une vaste salle attenante aux cuisines, où l'on nous sert en trois services, deux fois par jour, dans de grosses assiettes blanches, comme au collège. Avec les bénéfices de la cantine qui vend de la bière et des objets de toilette, on a pu prévoir une soupe du soir, en plus de l'ordinaire casse-croûte de pain, de trente grammes de charcuterie et d'autant de saindoux et de confiture. On nous donne d'ailleurs ici de l'excellent saindoux, que nous nous sommes habitués à manger en tartines. Et puis, miracle, on nous vend du lait et du fromage blanc. Du lait en quantité aussi grande qu'on le veut. Tous les matins on en apporte des seaux, et chacun de nous en achète un ou plusieurs litres. Il est écrémé bien entendu, mais il est frais et savoureux. Le fromage blanc orne chacun de nos repas, et nous donne un peu l'impression d'un menu frugal de vacances végétariennes. Tout est préparé, comme c'est l'habitude, par des cuisiniers français. Le pain est généralement distribué tous les cinq jours, et un officier de service dans chaque chambre le partage aux occupants. Voilà pour les conditions matérielles de notre vie.

Nous sommes arrivés, une cinquantaine venus de Sandborstel, dans un camp déjà organisé, d'environ huit cents officiers, presque tous d'active. On nous a mis dans une baraque où nous n'occupons que deux chambres. On en a ouvert deux autres qui doivent servir un jour pour faire des cours. Car il y aura des cours, des conférences, du théâtre, monts et merveilles. Nous verrons bien. En attendant, ces chambres vides servent aux habitants de la baraque 8 pour faire des bridges, ou pour s'isoler un peu. Il ne fait pas toujours très beau dans cette fin d'août, mais suffisamment pour passer au soleil quelques heures, le torse nu, et pour s'imaginer, en fermant les yeux, passer d'un peu insolites vacances. Je ne sais pourquoi, le papier est interdit en principe. Nous en avons tous naturellement, nous en mendions aux médecins, et nous pouvons un peu gribouiller. J'ai donc commencé à écrire, à faire circuler au-dessus des barbelés le mirage des années d'avant-guerre, et à essayer de faire pour moi-même le portrait de mes compagnons Gilbert Caillé et Laurent Willecome.

C'est Laurent Willecome qui me sert de récitant. Je com-

mence à beaucoup apprécier ce garçon nonchalant d'apparence, flegmatique et gai. Il me parle aussi peu de lui que je lui parle peu de moi-même. Mais sur son ami Caillé, que nous regrettons chaque jour de ne pas avoir emmené avec nous, il est intarrissable. On dirait que Caillé représente pour lui quelque chose qu'il aurait voulu être, assuré dans ses paroles, dans son action. Laurent, qui est sans doute plus fin, est sûrement plus détaché de l'action, et irrémédiablement sceptique. Gilbert Caille est un homme de ce temps, Laurent est simplement le témoin de ce temps, trop ironique pour s'y engager à fond. Et puis, il aime les livres, les vers la musique. Je pense qu'il nous sera très utile ici. Mais c'est avec ses récits que j'essaie de comprendre quelle a été la vie de son ami Caillé, dont nous avons fini par faire un symbole de la jeunesse d'avant guerre. Il y a naturellement encore beaucoup de mystères qui m'échappent dans sa famille, que j'essaie d'éclaircir par l'imagination et par l'intuition.

Au-dessus du lit de Wellecome, il n'y a toujours aucune image. Fétichiste, j'ai recloué les miennes, et le Maroc, et Ludmilla. Et, comme nous parlons parfois, aussi, de nos aventures commençantes, et de notre voyage dans le Nord, Laurent m'a donné un petit poème sur ce sujet, que je copie ici.

Nous avons couché sur la paille
Et sur les carreaux des hangars,
Nous avons connu l'Allemagne,
Bien des routes, bien des hasards,
Avec notre sac de montagne,
Traînant les pieds dans la nuit noire.
Bons prisonniers, pauvres bons bougres,
Par mille en tas dans les pontons,
Nous regardions passer les burgs,
Les usines et les donjons,
Nous voguions vers Brême ou Hambourg,
Le ventre creux et le dos rond.

Notre écuelle d'orge et de son,
Debout contre notre litière,
Nous la mangions, et nous riions,
Et le sable noir des tourbières
Passait sur nous, et nous dormioos
Sans la brume ou dans la poussière.

Puis, nous repartions sous la pluie,
Au long des camps, au long des gares,
Buvant l'eau des bidons ternis,
Lents et lourds parmi les brouillards,
Vers quelque camp perdu et gris
Dans ses barbelés et ses phares.

Nous avons cloué nos images
Contre le bois de notre lit,
Quelques-uns des anciens visages,
Les souvenirs les mieux chéris,
Parfois aussi les paysages
Où nous étions heureux jadis.
Quand pourrons-nous, bons prisonniers,
Reconnaître la route libre,
La maison, les cœurs familiers,
La table, les amis, les livres,
Et ce bonheur presque oublié
Qu'autrefois on appelait vivre ?

(*A suivre*).

Les idées et les faits

Les conséquences de Dien-Bien-Phu

La défaite de Dien-Bien-Phu n'est pas seulement notre plus grave défaite militaire depuis la déroute de 1940, elle est la première grande défaite de notre histoire coloniale. Elle signifie, à ce titre, la perte de l'Indochine, mais aussi elle révèle d'une façon éclatante que nous n'avons ni les hommes ni les moyens qu'il faut pour assurer des tâches politiques, que ce soit la défense de notre Empire ou la défense de l'Europe. Plus qu'une défaite militaire, elle est la révélation de l'impuissance totale de notre pays et surtout de notre régime.

Les circonstances de cette défaite sont telles qu'elles ne permettent même pas d'en tirer des leçons salutaires. Il n'existe pas d'opposition nationale organisée, capable de réclamer le pouvoir, il n'existe pas de chef civil ou militaire que le pays puisse plébisciter contre le régime, il n'existe pas non plus d'officier assez énergique pour faire marcher des troupes contre Paris. En l'absence de tout moyen de salut, le régime continuera donc. Son impuissance, ses tares, la direction du pays par les gangs affairistes continuera aussi. La décadence et la pourriture ne peuvent que s'accentuer. Dien-Bien-Phu n'est qu'un avertissement, ce n'est que la première d'une série de défaites prévisibles, dès maintenant, et contre lesquelles le régime cherchera nécessairement une solution dans une guerre mondiale.

Dans cette situation, les plaintes, les récriminations sont vaines. Il est plus utile de rechercher quelques bases claires de raisonnement pour fixer notre conduite :

1° Il faut renverser le régime. Mais cette opération demande un temps dont nous ne disposons plus. Il faut participer à tout regroupement, à toute réorganisation de l'opposition, mais il faut savoir aussi que ce regroupement risque d'être vain parce qu'il est trop tard ;

2° Il faut réaliser la communauté européenne, pour assurer la relève de la France défaillante. Mais cette communauté europrenne fondée sur des principes de Strasbourg qui sont les mêmes que ceux du régime sera impuissante elle aussi. Et nous n'aurons pas le temps non plus d'y substituer par la propagande ou par la force, une communauté européenne réaliste échappant au Condersheap ploutocratique ;

3° Il est inutile de se demander si nous allons capituler en Indochine ou accepter une paix « honorable ». En fait, sous une forme plus ou moins hypocrite, notre capitulation est déjà un fait acquis. La France actuelle est incapable de défendre l'Indochine. Là aussi, il est trop tard. L'envoi de renforts dans le delta n'aboutirait qu'à créer un Dien-Bien-Phu à l'échelle du delta, et à nous faire perdre non plus 15.000 hommes, mais 100.000 hommes que nous ne pourrions plus rembarquer ;

4° L'Indochine n'intéresse pas l'Europe. Sans marine, sans moyen de défendre une colonie trop lointaine, ayant abandonné déjà les précieuses colonies hollandaises, l'Europe ne peut pas défendre des intérêts stratégiques excentriques dans une zone qui échappe à son contrôle. L'Indochine n'est pour elle qu'un guêpier. Elle n'a pas à y sacrifier des forces qui sont indispensables en Europe et en Afrique ;

5° La défense du soi-disant « monde libre » ne nous intéresse pas. Ce « monde libre » est, en réalité, celui de la dictature des trusts, de la toute-puissance des juifs, de l'oppression politique et idéologique, de l'exploitation de tous les travailleurs. Ce qui nous intéresse, c'est la défense de notre sol et l'indépendance de notre sol, et non une croisade idéologique mondiale dans le Pacifique ;

6° Le Pacifique est une zone d'intérêt américain, et il appartient aux Etats-Unis de savoir sur quelle ligne ils veulent arrêter la progression de leur adversaire. Eux seuls peuvent le faire, donc eux seuls doivent le décider ;

7° Il est clair que les U.S.A. ont à choisir entre une politique de conciliation en Chine, avec l'espoir de séparer la Chine de l'U.R.S.S. et une politique d'écrasement de la Chine pendant qu'il en est temps. Si les U.S.A. prennent ce dernier parti, le monde communiste tout entier ravitaillera l'armée chinoise en matériel militaire, la Chine deviendra une énorme Corée, et, un jour ou l'autre, les Américains devront lancer leurs bombes à hydrogène sur les zones industrielles soviétiques pour aboutir à une solution. Nous avons, dans ce dernier cas, un délai de deux ans environ, pour organiser l'Europe d'abord, et ensuite pour en faire une zone neutre qui fera connaître son intention de ne pas participer à cette guerre. Il peut être, à ce moment là, de l'intérêt de l'U.R.S.S., de ne pas ouvrir un second front pourvu que les troupes américaines ne stationnent pas en Europe ;

8° Le plus probable est que l'Amérique reculera une fois de plus. Elle trouvera une bonne raison pour se satisfaire d'une capitulation déguisée. Dans ce cas, le problème se posera dans les mêmes termes dans cinq ou six ans, mais un Rapport de forces bien plus défavorable aux U.S.A. Alors, quel intérêt l'Europe peut-elle avoir à lier son destin à celui d'un partenaire faible et indécis, incapable de choisir son heure ?

Ces principes de raisonnement nous ramènent toujours à la même solution, dont nous savons déjà qu'elle est la plus sage, mais dont nous savons aussi qu'elle a peu de chances d'être réalisée rapidement : les Etats européens doivent s'unir dans une Eprope forte et indépendante qui mènera sa propre politique en fonction des intérêts de l'Europe et non en fonction de croisades idéologiques qui ne recouvrent souvent que des intérêts mercantiles.

Ces vérités, nous le savons, sont prêchées dans le désert. Et, pourtant, en dehors d'elles, nous ne voyons que la guerre ou la capitulation de l'Occident, à laquelle se résignent déjà quelques-uns.

La « France seule » n'a rien d'autre à nous offrir que le général de carton-pâte que nous avons vu l'autre jour déambuler à l'Etoile. Alourdi, silencieux, sans regret et sans pensée,

énorme et rigide bedeau d'un culte sans fidèles, il est venu repasser, morose, déjà absent, comme un fantôme, sur cette place qui avait vu, il y a dix ans, son éphémère triomphe. Mais il n'évoquait plus, cette fois, qu'un de ces géants de carnaval qu'on traîne sur des chars. Ses gestes mécaniques ne saluent plus que des foules disparues. Ses lèvres mécaniques ne disent plus que des mots qui n'ont pas de sens, parce que ses actes passés les ont démenties. Et il y a quelque chose de touchant et de dérisoire dans l'effort de cette poignée d'hommes qui nous recommandent, par de petits papillons jaunes, de porter au pouvoir ce bonhomme en bois, survivant à sa légende, épave de la tempête de l'histoire surnageant comme un aileron brisé ou un morceau de gouvernail, témoin d'un vieux naufrage que les vagues de temps en temps soulèvent et dressent les jours de grand vent, puis qui reprend sa course éternelle roulé et ballotté sur la mer immense de tout ce qu'il pas compris. Lui donner le pouvoir ? Pour quoi faire ?

Cependant, irascible et bovin, le patron du bobinard compte des sous pour la relance. Il râcle les fonds de tiroirs, fronce les sourcils, appelle Madame qui s'y connait. On va le voir, le miracle ! A nous, les taxis de la Marne et les proclamations. Nous avons sept ans de retard, mais il reste le génie français et la débrouillardise du petit piou-piou. On va écrire sur les places que *la patrie est en danger*, et on dira à Notre-Dame de belles messes en faux bourdon, en présence des membres du gouvernemnt. Moyennant quoi, nous empilerons dans des cargos poussifs des régiments de tirailleurs marocains qui arriveront là-bas après la chute du rideau. S'ils arrivent à temps, ces braves gens, cela ne vaudra pas mieux quand même. Car nous serons là-bas, enlisés jusqu'au cou, barbottant à pleines pattes, au sein de la troisième guerre mondiale dans laquelle les Etats-Unis et la Russie se disputeront la possession du marché chinois. Et nous, qu'allons-nous faire dans cette galère ? Il est peut-être très important que l'armée américaine s'assure la possession de l'étain de Malaisie et des hévéas d'Indochine, mais, après tout, dans cette affaire qui nous dépasse, pourquoi faut-il que nous soyons seuls à payer la garde du jardin des Hespérides ?

Laissons donc le Département d'Etat prendre seul les décisions qui lui conviennent dans une aire stratégique qui le concerne directement. Et nous, prenons avec courage la carte du monde, à cet endroit où une petite figure rouge était accrochée au flanc de l'Asie, barbouillons-la, et écrivons dessus : U.S.A. Ces terres si belles, ces terres si riches, ces larges cités que nous avions construites, cette Indochine, si pareille à

la France de l'autre côté du monde, quelles que soient les précautions qu'on prenne à Genève pour sauver notre amour-propre, il est trop clair que nous les avons perdues. C'est là le bilan de dix ans de régime. C'est le résultat d'une dissidence dont l'histoire nous prouve qu'elle est toujours mortelle. Les nations vaincues perdent des provinces. Nous ne faisons pas exception à cette règle. Nous avons été, en fait, les vaincus dans la seconde guerre mondiale. L'Indochine et notre Alsace-Lorraine. Nous ne l'avons pas perdue par l'invasion armée pendant les hostilités : nous l'avons perdue par suite de la dissidence de 1940 et des principes qu'elle a fait triompher. Nous l'avons perdue non par les armes, mais par les idées. Mais les idées sont mortelles, aussi bien que les armes. Dix ans de règne des hommes qui se sont installés au pouvoir en 1944, amenés par les fourgons de l'étranger, nous ont fait perdre trois des plus beaux territoires de notre empire, la Syrie, le Liban, l'Indochine. Et la France qu'ils nous ont faite, la France des zazous, des trafiquants juifs, des prébendiers et des pourboires, la France, que la brûlure de cette défaite réveille à peine de la gueule-de-bois qu'elle a déparé dix ans. Cette France-là n'est pas celle qui peut retrouver soudain la force, la raison et le sens de la nation. Il y a des miracles, mais les miracles ne font pas cela.

Je souhaite me tromper. Je souhaite qu'un sursaut national appuyé par une attitude résolue de l'Amérique, nous permette de sauver ce qui fut notre patrimoine. Je souhaite qu'on nous donne les moyens de mener cette guerre, qu'on intimide assez la Chine pour qu'elle hésite à risquer davantage. Je le souhaite, mais je n'y crois pas.

Maurice BARDECHE.

La vérité sur l'Apartheid

LE DOCTEUR MALAN EXPOSE L'APARTHEID

« Une expérience d'une portée incalculable est tentée ici: non pas une expérience entachée d'effusion de sang et d'annihilation, ni teintée par l'assimilation, mais une expérience inspirée par la croyance en une différentiation logique avec acceptation des droits et responsabilités humains fondamentaux ».

C'est en ces mots que le Docteur Malan, Premier Ministre de l'Union de l'Afrique du Sud, vient d'exposer la politique d'une « petite nation aux prises avec l'un des problèmes les plus difficiles qui soient » : la co-existence harmonieuse, à l'intérieur des frontières d'un même pays, de divers groupes de population qui diffèrent si profondément en ce qui concerne leur passé, leurs conceptions et leur niveau de civilisation.

L'origine de cet exposé est la suivante : un ecclésiastique américain, le Rév. Jhon Piersma, de la « Oakdale Park Christian Reformed Church », Grand Rapids (Michigan), a prié le Docteur Malan de bien vouloir expliquer, en vue d'une publication dans le journal de son église, ce qu'il entend et envisage par la politique d'apartheid.

Ce sont les termes de cette lettre, publiée dans le journal américain, que nous reproduisons dans les pages suivantes. Elles contiennent d'utiles précisions, inconnues de nombreux lecteurs européens, en même temps que des enseignements qui ne sont pas inutiles pour la France.

Cher Monsieur,

Ce me fut vraiment réconfortant que de recevoir une lettre telle que la vôtre datée du 15 décembre, me demandant un exposé sur la politique d'apartheid très discutée et mal comprise du gouvernement sud-africain. Une telle requête est presque unique dans un monde imparfait qui réclame le droit de juger autrui selon des critères absolus sans connaissance préalable des circonstances qui ont, au cours des siècles, contribué à la création de problèmes particuliers.

Il y a lieu de considérer avant tout que l'apartheid, la séparation, la ségrégation ou la différentiation — quel que soit le nom que l'on donne à la politique raciale traditionnelle de l'Afrique du Sud — fait partie intégrante de la tradition sud-africaine telle qu'elle est pratiquée depuis le premier établissement hollandais au Cap en 1652, et qu'elle est encore approuvée par la grande majorité des Sud-Africains de race blanche des principaux partis politiques.

CONTRASTE ENTRE BLANCS ET NOIRS

La conscience de race profondément enracinée des Sud-Africains de race blanche — un phénomène qui dépasse véritablement l'entendement des personnes non informées — provient de la différence fondamentale entre les deux groupes, blancs et noirs. La différence de couleur n'est que la manifestation purement physique du contraste entre deux modes de vie inconciliables, entre la barbarie et la civilisation, entre le christianisme et le paganisme et finalement entre une supériorité numérique écrasante d'une part et une valeur numérique insignifiante de l'autre. Il en était ainsi au début et il en est encore ainsi dans les grandes lignes. Les différences raciales sont aussi prononcées de nos jours qu'elles l'étaient il y a trois cents ans. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que l'instinct de conservation est si inhérent au Sud-Africain de race blanche. Il a conservé son identité pendant des années. Il n'est pas disposé à l'abdiquer maintenant.

Dès le début, les colons européens furent très inférieurs en nombre ; il ne fait aucun doute que s'ils avaient succombé à la tentation de l'assimilation, ils eussent été submergés par le paganisme noir de l'Afrique d'une façon aussi effective que s'ils avaient été complètement annihilés. De toute nécessité, ils avaient à s'armer et à se protéger contre cette menace

toujours grandissante, et comment pouvaient-ils mieux y parvenir qu'en édifiant autour d'eux une armure impénétrable — l'armure de la pureté raciale et de la préservation de leur intégrité ?

LA BASE DE L'APARTHEID.

Ainsi que Lord Balfour l'exposa dans une occasion célèbre : « En Afrique du Sud une nation blanche s'est établie dans un continent noir, chose qui ne s'était jamais produite auparavant dans l'histoire de l'espèce humaine ». Ils ont pu ajouter que l'on ne peut tracer de parallèle aux annales raciales sud-africaines de non-extermination, de non-métissage, de non-assimilation, mais de christianisme prêchant et pratiquant, avec conservation de l'identité raciale et du respect mutuel. Ceci, donc, est la base de l'apartheid. Mais qu'il me soit permis d'indiquer qu'il existe un autre aspect, et plus positif, de cette conviction.

L'apartheid, qui est essentiellement une politique positive et non-répressive telle qu'elle est appliquée en notre époque éclairée, est basée sur ce que les Sud-Africains croient être leur vocation divine et leur privilège — convertir les païens au christianisme sans omnubiler leur identé nationale. Et, puisque vous vous êtes adressé à moi en premier lieu en tant que Chrétien et Homme d'Eglise, permettez-moi tout d'abord de résumer et de soumettre à votre attention le point de vue de l'Eglise Réformée Hollandaise avec laquelle les autres Eglises Afrikaans sont fondamentalement d'accord.

« L'ART DU POSSIBLE »

Passant maintenant de la base historique et spirituelle de l'apartheid à son application politique journalière, telle qu'elle est pratiquée par l'actuel gouvernement sud-africain, qu'il me soit permis de rappeler que le gouvernement est l'art du possible. Il serait par conséquent déraisonnable de critiquer la politique d'apartheid dans l'abstrait et sans tenir duement compte des faits et des situations tels qu'ils existent actuellement et tels qu'on les a laissés se développer au cours des siècles. Et je tiens à insister sur le fait que considérer uniquement les droits des noirs seraient exactement aussi immoral que de n'avoir de considération que pour les droits des blancs.

Je dois vous demander de bien vouloir admettre que les

Sud-Africains blancs ne sont pas une nation de réactionnaires intrigants imbus de motifs vils et inhumains, ni une nation de sots, inconscients de la gravité de leur problème vital. Ils sont des êtes humains normaux. Ils sont une petite nation, aux prises avec l'un des problèmes les plus difficiles qui soient. Des millions de noirs à l'état de semi-barbarie atendant d'eux de l'assistance, de la justice et des modes de vie chrétiens.

Une expérience d'une portée incalculable est tentée ici : non pas une expérience entachée d'effusion de sang et d'annihilation, ni teintée par l'assimilation, mais une expérience inspirée par la croyance en une différentiation logique avec acceptation des droits et responsabilités humains fondamentaux.

Les droits et responsabilités humains ne peuvent, cependant, être exercés que par des êtres humains capables d'apprécier leur signification, et c'est ici que mon gouvernement, se trouvant en présence d'une population non-blanche encore primitive doit faire face à son principal problème éducatif. Afin que vous puissiez juger du sérieux avec lequel nous abordons ce problème, permettez-moi de vous donner quelques apercus des progrès réalisés depuis que le gouvernement de Parti National a été porté au pouvoir, il y a un peu plus de cinq ans.

L'ASPECT POSITIF

Depuis 1947-48, le gouvernement a accru ses dépenses pour l'éducation des non-blancs de £3.665.600 à un montant approximatif de £8.190.000 pour l'année fiscale 1953-54. Actuellement, près de 800.000 enfants bantous bénéficient de l'enseignement gratuit, tandis que bien d'autres suivent les cours des écoles techniques et industrielles et qu'un nombre toujours croissant d'entre eux sont formés dans les universités, les hôpitaux et les centres de formation, aux professions de médecin, d'infirmière, d'employé, de démonstrateur, d'artisan et de spécialiste du bâtiment.

Au total, près de £14.000.000 sont dépensés annuellement pour l'éducation des non-blancs en Afrique du Sud ; les contribuables sud-africains blancs fournissent la part du lion sur cette somme.

On a calculé que chaque contribuable blanc dans notre pays pourvoit aux frais des services sociaux essentiels, com-

prenant l'enseignement, l'hospitalisation, le logement, etc., pour quatre non-blancs.

Car, outre l'enseignement, bien des choses sont faites pour le relèvement physique des Bantous dans leurs propres territoires, lesquels sont en bien des cas situés sur les meilleures terres arables de notre pays relativement pauvre. C'est ainsi qu'une somme de £3.500.000 fut portée au budget de l'année fiscale écoulée pour des travaux de mise en valeur dans ces territoires, où plus de 200.000 arpents de terre ont déjà été soustraits à l'action dévastatrice de l'érosion à laquelle ils avaient été soumis par suite de l'ignorance des peuplades noires. Plus de 1.000 barrages de retenue y ont été construits, plus de 2.000 puits creusés, plus de 12.500 kilomètres de haies ont été construits pour enrayer l'érosion, et plus de 16.000 kilomètres de routes édifiés. Sur tous ces territoires, des projets d'irrigation sont mis à exécution et l'on ne néglige aucun effort, y compris l'amélioration du cheptel bovin au moyen de reproducteurs sélectionnés (dont le nombre atteint déjà 2.000), pour enseigner à des peuplades primitives les rudiments d'une exploitation agricole saine.

VASTES PROJETS SOCIAUX

Dans le domaine du relèvement humain, un projet encore plus ambitieux a été entrepris. Des pensions d'invalidité et de vieillesse sont octroyées aux Bantous dans les mêmes conditions qu'aux blancs. Quelque £2.000.000 ont été répartis parmi les Bantous au titre de pensions de vieillesse au cours de l'année écoulée, tandis que bien des administrations publiques se sont efforcées de satisfaire aux nombreux besoins des Bantous découlant d'infirmités dont ils sont affligés.

Le logement de la population bantoue est un des problèmes les plus urgents et les plus complexes auxquels les différentes autorités du pays aient eu à faire face en présence d'un considérable et soudain développement industriel. Mon gouvernement a utilisé jusqu'à l'extrême ses ressources limitées afin de parer à la situation urgente créée dans ce domaine du fait d'une production industrielle quadruplée depuis la guerre. De cette façon, £18.500.000 ont été accordés sous forme de prêts pour le logement des Bantous depuis 1945, et 40.000 maisons à loyer défficitaire ont été construites pour les travailleurs bantous depuis 1935.

Les « coloureds » (métis), au nombre de plus d'un million dans notre pays, représentent une autre et énorme responsa-

bilité pour le gouvernement, ainsi qu'une saignée constante sur la trésorerie du pays, laquelle est alimentée presque entièrement par les apports du contribuable blanc. Un « coloured » peut exercer tout commerce ou profession qu'il désire. Nous avons des « coloureds » avocats, médecins, instituteurs, commerçants, journalistes, artisans, etc.

PAS DE DISCRIMINATION

De même, la majeure partie de notre législation industrielle ne fait aucune distinction de couleur. Les travailleurs de toutes races bénéficient de la même protection de notre législation du travail. Les commissions techniques des salaires (wage-boards) ne peuvent aux termes de la loi faire aucune discrimination pour des motifs de race lorsqu'elles déterminent les salaires.

En outre, les non-blancs de l'Afrique du Sud ont libre accès à tous les services publics de santé. Ces services ont beaucoup contribué à améliorer leur état de santé général. Dans tous les centres importants, des cliniques bien équipées auxquelles sont attachés des médecins et des infirmières hautement qualifiés leur prodiguent tous les soins nécessaires. En outre, ils jouissent normalement du bénéfice de l'hospitalisation gratuite.

DROITS POLITIQUES DES BANTOUS

Les allégations selon lesquelles les non-blancs du pays ne jouissent pas des droits politiques sont fausses. Dans les zones urbaines, des conseils consultatifs dont les membres sont élus par les habitants des zones résidentielles urbaines pour noirs sont leurs interprètes adéquats, tandis que des autorités tribales sont maintenant créées aux termes de la loi sur les Autorités Bantoues dans les zones rurales. Par ces canaux, les Bantous ont l'occasion de prendre une part active à l'administration de leurs propres affaires et, au fur et à mesure de leur développement, de nouvelles responsabilités et des devoirs nouveaux, de même que des privilèges, leur sont conférés jusqu'au moment où ils auront fait la preuve de leur compétence à s'administrer eux-mêmes.

Des conseils locaux, régionaux et généraux sont fermement établis dans le Transkei et le Ciskei. Ces conseils jouent un rôle prépondérant dans l'administration des territoires

indigènes, en même temps qu'ils donnent aux Bantous une ample opportunité d'autonomie administrative, d'autonomie d'expression et de développement croissant. En outre, les Bantous sont représentés aux deux Chambres (Parlement et Sénat) par des représentants blancs, élus par eux et ayant des charges bien déterminées.

Contrairement à une croyance très répandue à l'étranger, les blancs et les Bantous se sont fixés en Afrique du Sud à peu près à la même époque. Les premiers ayant émigré d'Europe, les autres fuyant la terreur des guerres intestines d'extermination de l'Afrique Centrale.

Il y a seulement cinquante ans que l'Afrique du Sud, jusqu'alors un pays pauvre, a dépassé, grâce à la découverte de ses vastes ressources minérales, son stade pastoral. Un demi siècle de développement intense a réalisé l'élévation des Bantous, eux aussi, bien au-dessus du niveau atteint dans n'importe quel autre pays de l'Afrique australe. Le résultat fut une migration illégale et a grande échelle des populations noires des territoires situés au Nord de nos frontières vers l'Afrique du Sud, avec une aggravation toujours croissante de nos problèmes indigènes.

Faut-il donc s'étonner que, en dépit des efforts des autorités centrales et locales pour réaliser l'élévation de la population noire, une tâche immense soit encore devant eux. Le récent développement industriel de nos villes, sans précédent et sans équivalent ailleurs, a fait peser une charge trop lourde sur nos conseils municipaux, avec pour résultats de déplorables conditions d'habitation dans les faubourgs. Allant de pair avec le problème du logement, le problème de l'éducation des non-blancs, dont un pourcentage plus élevé que n'importe où en Afrique ou d'ailleurs dans la plupart des pays asiatiques, y compris l'Inde et le Pakistan, bénéficient de l'enseignement gratuit, est devenu un véritable fardeau pour le contribuable blanc.

UNE EXPERIENCE A SON STADE INITIAL

Théoriquement, le but de la politique d'apartheid pourrait être complètement atteint en divisant le pays en deux Etats, avec tous les blancs dans l'un et tous les bantous dans l'autre. Dans les limites d'un avenir prévisible, cependant, ceci ne serait à coup sûr pas une politique pratique. Quant à savoir si finalement nous atteindrons le moment où une division de ce genre, disons sur une base fédérative, sera possible, l'aven ir seul nous l'apprendra.

En tous cas, la complète réalisation de la politique de développement racial séparé prendra de très nombreuses années. Disons, si vous le voulez, que c'est une expérience ; et l'on peut dire que c'est une expérience qui n'en est encore qu'à son stade initial. Bien des aspects du problème sont certainement loin d'être clairs et il serait déraisonnable, même si la chose était possible, d'établir des plans définitifs cinquante ans à l'avance. Sous plus d'un aspect, le progrès ne pourra être réalisé qu'au prix d'expériences et d'erreurs. Si dans ce processus nous commettions des erreurs, je vous demande, à vous et à vos compatriotes, de ne pas juger de nos efforts par nos échecs occasionnels, ni de nous faire reproche de ce que vous pourriez, de si loin, juger comme étant un manque de l'esprit du Christ.

D. F. MALAN.

Une Politique Sociale Européenne

(Discours prononcé le 25 octobre 1953, à Holzminden, par le Professeur Ernesto Massi, à l'occasion de la réunion de la Commission d'Etudes Européennes du M. S. E.).

Nous devons considérer une action commune des forces nationales européennes sur le plan de la politique sociale et économique comme décisive pour l'édification d'une Europe nationale unie. A cet égard, nous ne pensons pas seulement aux problèmes habituels souvent débattus que posent la politique douanière, les questions monétaires et financières ou l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie dans le cadre d'un marché européen unifié; de même, nous ne parlons pas uniquement de participation aux bénéfices, de co-gestion, d'un état prospère, de l'élévation des salaires réels et du standard de vie de nos peuples. Il serait absurde d'étudier tous ces problèmes particuliers et les nombreuses autres questions du même ordre pour tenter d'y porter remède, même sur le plan européen, sans poser le problème organique qui embrasse l'ensemble des questions posées par la construction sociologique et économique de la Nation Européenne.

Les rapports qui existent entre l'économie et la société doivent être considérés comme un problème fondamental. Au siècle du capitalisme attardé que nous vivons, la société dépend tout spécialement de la structure économique.

Sommes-nous satisfaits de cet édifice ? Que pouvons-nous offrir aux peuples d'Europe ? Peut-on s'imaginer que l'économie libérale de l'Occident, hors d'état de fonctionner, puisse s'opposer au capitalisme d'état et à l'économie planifiée du bloc oriental soviétique ? L'économie de masses et la lutte de classes, le manque de revenus et la prolétarisation des classes moyennes, les fluctuations de la conjoncture et la spéculation mondiale, des bénéfices énormes et un prolétariat misérable, tel est le résultat d'un demi siècle d'histoire européenne, caractérisée par la faillite du capitalisme Occidental et la dégénérescence de ses formes typiques.

Aujourd'hui une question se pose à nouveau, comme elle s'est posée dans les années 20 en Italie et en Allemagne : peut-on combattre avec efficacité le communisme par la démocratie et le capitalisme ? Sur quelles bases idéologiques, sociales et politiques doit-on tenter de bâtir la communauté des Etats européens ? Entre les deux guerres mondiales, une partie de l'Europe a suivi une voie qui lui était propre dans la recherche d'un nouvel équilibre et d'une nouvelle organisation sociale. Cependant, des influences particulières et des phénomènes politiques, comme les partis uniques et les dictatures — même s'ils étaient conditionnés par l'histoire — et les difficultés de la guerre, n'ont pas permis au cycle amorcé avec tant d'espoirs de se développer librement et de s'achever.

Il n'est malheureusement pas encore possible aujourd'hui de porter un jugement objectif sur ce chapitre, bien que l'Espagne et le Portugal — tous deux épargnés par la guerre — dirigés selon des conceptions analogues, existent encore et poursuivre leur développement. Constatons ici un point essentiel : une tentative a été faite en Europe pour briser la structure de la société capitaliste et édifier une société nouvelle. Au marxisme, arme de la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie possédante, on n'opposa plus le libéralisme qui, avec sa doctrine de la liberté, ne représentait qu'un classicisme bourgeois, mais au contraire une conception économique et sociale nouvelle NE REPOSANT PLUS, COMME CELLES QUE NOUS VENONS DE CITER, SUR UNE BASE MATERIALISTE. Il existe, en effet, une parenté profonde entre le capitalisme libéral et le marxisme — on pourrait les appeler les frères ennemis — car ils résultent de la même conception matérialiste des rapports sociaux. On voulut, au contraire, construire une nouvelle organisation sociale qui ne fût pas déterminée par des considérations matérielles et économiques, mais axée sur les valeurs spirituelles de la Nation, sur la personnalité et la justice sociale.

Sur la base d'un nationalisme social on voulut créer un ensemble harmonieux de personnes et de groupes, dans lequel la communauté d'intérêts, non les classes, mais la communauté du travail, serait adoptée comme fondement de l'organisation sociale. Par conséquent, pas de lutte de classes, mais équilibre social, pas de prospérité d'un groupe aux dépens d'un autre, mais création de liens sociaux et d'un esprit de coopération. C'était la voie vers une communauté nationale unique, vers la communauté professionnelle, vers la communauté de travail et d'entreprise, la voie vers la participation aux responsabilités, vers la co-gestion. On parla de corporatisme, de syndicalisme national, de professionnalisme ou de structures verticales. On ne cherchait pas de cette façon à rétablir les anciennes classes qui, avant la révolution française, dominaient la vie publique en Europe, on voulait remplacer l'articulation sociale à base de classes de la société capitaliste par un ordre nouveau, ceci afin de retrouver l'équilibre spirituel de nos peuples et de mettre à l'unisson la vie sociale et économique de l'époque actuelle, l'histoire et la tradition européennes. L'économie n'apparaissait plus comme le facteur déterminant de la société, elle fut, au contraire, mise au service de l'organisation sociale et nationale. L'homme ne devait plus être l'objet, mais le sujet de l'économie.

La nouvelle doctrine, adoptée par des peuples puissants, devait naturellement mettre en danger les monopoles du capitalisme mondial, lequel trouvait son arme la plus efficace dans le mécanisme des prix du système économique libéral. D'un autre côté, elle menaçait aussi les monopoles de la révolution mondiale, qui, sans l'existence de classes et la lutte de classes, ne signifieraient plus rien en Europe. Aussi comprend-on parfaitement les raisons de l'alliance entre le grand capitalisme de l'occident et le capitalisme d'état de l'est et, en fin de compte, les causes de la guerre contre l'Europe. La génération précédente a commis une erreur de jugement en ne tenant pas suffisamment compte de cette évolution logique.

TOUT LE RESTE, QU'IL S'AGISSE DE LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE, DES DROITS DE LA LIBERTE ET AUTRES SLOGANS DU MEME GENRE, APPARTIENT A LA PROPAGANDE DE GUERRE.

Sur le front intérieur, le capitalisme et la société de classes se révélèrent des alliés utiles des armées ennemies. Ce point particulier mérite plus

d'attention. Le libéralisme et le marxisme sont tous deux issus de l'univers hégélien. Marx — ainsi qu'il le disait lui-même — a retourné Hegel et le prophète du libéralisme moderne en Europe, Benedetto Croce, est, avec son idéalisme, un disciple de Hegel. Croce établit la base idéologique de l'antifacisme, du comité de libération, du mouvement de résistance, de l'alliance entre le libéralisme et le communisme. Tout cela se tient. L'antifacisme seul ne peut rien apporter de neuf, il correspond seulement à une prise de position négative sur l'ensemble des problèmes, il nous ramène à la lutte de classes, à l'organisation de la société capitaliste. Tel est le sens de la RESTAURATIO, de 1945, l'année des libérations. Les mêmes problèmes reviennent ainsi, non résolus et aggravés, les mêmes ensembles de questions qui avaient conduit au corporatisme, les mêmes que ceux qui se posèrent il y a 25 ans à nos camarades. Il existe une crise sociale aggravée, un problème économique européen (qui n'est pas seulement une question de dollars), et plus urgente que lorsque les russes se trouvaient encore sur la Duna et le Dniestr, une question de l'unification de l'Europe, ou, pour être plus précis, d'un tronçon d'Europe ou encore de la « Petite Europe », pour s'exprimer comme la diplomatie occidentale. Mais aujourd'hui, une moitié de l'Europe est russe et l'autre moitié a perdu la guerre !

***

Nous ne croyons pas que l'organisation capitaliste de l'économie et de la société puisse offrir une base durable pour une construction européenne. Le système de la concurrence entre les entreprises conduit à la concurrence entre les nations et la lutte de classes au sein du peuple se transforme en lutte de classes entre les peuples ; le protectionnisme, le dumping, la guerre douanière et l'économie de guerre en sont les attributs.

Je crois qu'il faut tout reprendre dès le début et soutenir à nouveau le point de vue d'un nationalisme social.

On ne peut dédaigner les expériences, l'efficacité et les combats d'une génération d'Européens. Ce qu'il y a de meilleur en eux doit être repris par la jeune génération et mis au service de l'Europe actuelle. La collaboration entre les mouvements sociaux au service d'objectifs nationaux communs doit évoluer vers une collaboration des peuples au service d'une action européenne, de la co-gestion dans l'entreprise à la participation commune à l'histoire européenne, du corporatisme national à la corporation européenne.

C'est pourquoi il s'avère nécessaire d'indiquer quelques points qui peuvent jalonner la voie qui mène de l'organisation capitaliste à la nouvelle économie populaire et sociale, la voie de la justice sociale, la voie de la nouvelle structure de la société selon les principes du nationalisme social et ainsi la voie de la « Nation Europe ».

I

Il faut en premier lieu examiner le problème des salaires.

Même les économistes les plus attachés aux doctrines libérales n'affirment plus que le travail doit être traité comme une vulgaire marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande. Une politique des salaires signifie aujourd'hui une politique du pouvoir d'achat, elle devient donc l'un des leviers de la conjoncture économique. La soi-disant économie libérale

tend à intégrer le développement des salaires dans l'ensemble du développement économique en tenant compte des autres facteurs du système libéral ; elle veut assurer l'existence du salarié et sa participation à la production croissante. Mais en quoi consiste cette garantie d'existence ? Qu'en advient-il lorsque la production ne s'accroit pas ? Nous croyons qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème économique ! Le point de départ d'une organisation sociale juste ne réside pas uniquement dans l'économie populaire ou l'économie d'entreprise, elle implique la valorisation de la personne humaine dans son rôle au sein de la société humaine. C'est la raison pour laquelle le corporatisme parle de « salaire juste » et la doctrine sociale catholique de « salaire vital ». Le code social de Malines déclare à ce propos que le salaire doit tenir compte également de la vie de la famille du salarié : c'est-à-dire qu'il comprend les allocations familiales, les assurances sociales et même la constitution d'un petit patrimoine personnel, le « minimum » pour être juste. IL S'AGIT DONC D'UNE CONCEPTION MORALE ET NON ECONOMIQUE DU SALAIRE ! Le nationalisme social ne peut pas procéder autrement en cette matière : le juste salaire est déterminé à la fois sur les plans moral, national et économique, il tient compte des intérêts de la personne, de la communauté populaire nationale et de la production. Il en allait de même lors de l'instauration de la « carte du travail » italienne de 1927 : des conditions de vie normales, l'intérêt commun, le rendement du travail, les possibilités productives. Nous croyons que le problème des salaires sur le plan européen le plus général doit être conçu dans cet esprit par les forces nationales.

On devra tenir compte de l'intérêt de la communauté européenne sans pour autant compromettre une juste fixation des salaires. La Communauté du Charbon et de l'Acier, placée sous le signe de l'économie libérale, n'offre malheureusement pas à cet égard de garanties suffisantes, en particulier pour les travailleurs des nations pauvres en matières premières qui font partie du Pool.

Du fait que la fixation des salaires échappe finalement à la loi de l'offre et de la demande, un coup sérieux a été porté dès maintenant à l'économie libérale.

II

Examinons en second lieu la direction de l'économie.

Dans l'économie capitaliste libérale, la production est exclusivement réglée de façon automatique par le mécanisme des prix, sans égard pour les questions sociales, l'emploi, le standard de vie, etc... Une telle organisation n'est ni morale, ni immorale, elle est mécanique et nous ne saurions l'admettre. Nous ne pensons pas non plus à une économie planifiée totalitaire à l'image de celle qui est actuellement appliquée derrière le rideau de fer. Toutefois, une organisation économique et sociale est aujourd'hui inconcevable en dehors d'une orientation économique, tenant compte de certains problèmes, tels que l'équilibre social, le plein emploi, la justice sociale, la stabilité de la vie économique et de la monnaie, la lutte contre les crises, l'extension de la production massive de biens de consommation, l'arrêt de l'exode rural, la construction méthodique de logements ouvriers.

L'Etat, en sa qualité de force motrice de l'économie, doit être le promoteur et l'arbitre de l'économie, cependant, la planification de la production, la prospection des marchés, la fixation des salaires, la solution des

problèmes techniques et de répartition du travail restent du ressort de la corporation. Chaque corporation sera compétente et responsable dans un secteur économique, ou mieux dans un cycle de production. Les représentants des travailleurs, des employés et des patrons seront amenés à collaborer dans chaque corporation, d'où l'absence d'une bureaucratie étatique dans l'économie, mais une direction responsable et compétente sur le plan technique assumée par les forces productives elles-mêmes. L'Etat est naturellement représenté dans la direction de la corporation afin de préserver les intérêts de la communauté populaire nationale et des consommateurs.

Un Conseil des Corporations sera compétent pour assurer la coordination nécessaire de la politique économique entre les différents secteurs et pour régler les oppositions entre l'industrie et l'agriculture, la production et le commerce, les importations et les exportations.

Nous pensons que les corporations, implantées sur l'ensemble du territoire européen, pourraient résoudre les questions soulevées par la direction supra-nationale de la vie économique de l'Europe, s'acquitter de la planification européenne et apparaitre également comme l'arbitre entre les pays producteurs et consommateurs. L'instauration des corporations serait sans effet si les oppositions d'intérêts de l'organisation capitaliste ne devaient pas disparaitre. La réforme de la société corporative doit déjà commencer dans le cadre de l'entreprise. Nous avons fait cette expérience en Italie en la payant assez cher, lorsque, sous le régime faciste, le corporatisme s'arrêta aux portes des entreprises. Deux questions se posent alors : la participation aux bénéfices et la co-gestion, elles forment les points trois et quatre de cet exposé.

III

Dans l'organisation économique capitaliste, le profit va exclusivement au détenteur du capital : dans notre organisation sociale, les bénéfices seront répartis entre le capital, le travail et l'entreprise ; oui, également l'entreprise sous la forme d'investissements nécessaires à la création d'aménagements nouveaux, à la rationalisation et au renouvellement des machines. Mais la participation aux bénéfices ne constitue pas encore une association et elle n'aurait aucune valeur sociale si les représentants des travailleurs ne possédaient pas un droit de regard sur l'administration et les bilans. C'est pourquoi le droit de co-gestion dans les conseils d'administration et les comités de direction des entreprises, c'est-à-dire la vie et l'avenir de centaines et de milliers de travailleurs et de familles d'employés, ne peut être laissé aux seuls représentants du capital : donc co-gestion dans le cadre de l'organisation corporative.

IV

Nous voudrions ici dire un mot sur l'opportunité de l'entrée de syndicalistes en qualité de représentants des travailleurs dans les conseils d'administration et les autres organes fondés dans l'entreprise en vue de créer un climat de coopération. On doit considérer que le champ d'action naturel des syndicats s'exerce dans la co-gestion et la collaboration en dehors et au-dessus de l'entreprise, tandis que le travail en commun au sein de l'entreprise doit être laissé aux travailleurs membres du personnel. Autre-

ment, on risque de s'engager sur la fausse route du syndicalisme qui n'a rien à voir avec notre organisation sociale-corporative.

Il faut ajouter que la co-gestion présente aussi un aspect social, du fait qu'elle permet aux meilleurs travailleurs de se faire remarquer par leurs dons, leur activité et leur valeur. Dans la société corporative, l'accès aux postes dirigeants sera seulement déterminé en raison des aptitudes de l'individu. On assurera de cette manière la formation d'élites nouvelles issues de toutes les couches sociales. C'EST CELA LA VERITABLE DEMOCRATIE ET LE RENOUVELLEMENT DEMOCRATIQUE, de loin supérieur à celui des partis démocratiques modernes, dont les tendances oligarchiques ont été magistralement décrites par un sociologue itailen d'origine allemande, Robert Michels.

Tout ce qui a été écrit ces temps derniers sur les relations humaines dans l'entreprise, sur les « Public relations », sur la psychologie du travail, etc..., appartient à ce domaine, cela peut préciser et compléter l'image, mais ne saurait avoir en soi qu'une valeur relative sur le plan social.

*
* *

Nous avons seulement évoqué quelques-uns des multiples problèmes qui trouvent leur place dans un rapport social et politique. Nous pensons avoir montré la voie pour vaincre la lutte de classes, pour vaincre la prolétarisation, pour la réconciliation des partenaires sociaux dans l'intérêt de nos peuples et dans celui de l'Europe. Il est temps de réaliser des structures sociales propres qui correspondent au mode de vie occidental et s'adaptent à nos traditions.

C'est pourquoi nous ne pouvons que critiquer l'Europe de Strasbourg, le Pool Charbon-Acier et tout ce qui s'y rattache. Les forces nationales européennes ont d'autres horizons. Nous plaçons la politique économique et sociale AU SERVICE des peuples d'Europe, elle n'est pas un moyen de contrainte et de scission.

L'exemple du Pool Charbon-Acier nous indique comment l'unification européenne est envisagée à Strasbourg. Le prix (le prix concurrentiel, bien entendu), constitue le pivot du « marché libre » du charbon et de l'acier ; l'économie libérale reste donc le principe de la « Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ». Cela explique pourquoi le Pool Charbon-Acier refuse de poser les problèmes politiques et sociaux, étant donné qu'il pose comme principe que toute mesure susceptible d'avoir un effet sensible sur la concurrence doit être soumise à la « Haute Autorité ». Par exemple, tombent sous le coup des articles 67 et 68 du traité portant création du Pool en date du 18 avril 1951, « tout changement des modalités de financement des assurances sociales » ou tous moyens de combattre le chômage ou même toute modification du taux des salaires.

Par le traité instituant le Pool, les Etats membres sont engagés dans une « économie concurrentielle » féroce dans le domaine du charbon et de l'acier au même titre que la « Haute Autorité ». C'est pourquoi, dès le départ, la « Haute Autorité » s'est donnée pour tâche la suppression des mesures « faussant la concurrence ». C'EST UNE PRISE DE POSITION ANTI-SOCIALE. Les moindres fluctuations du coût de la production et des prix décideront du sort des entreprises marginales et à leur suite du sort de milliers de travailleurs. On a prévu des mesures de compensation

afin d'obtenir, au cours d'une période transitoire de cinq ans, un équilibre entre le coût de la production et la libération des ventes. Cela concerne particulièrement les entreprises minières italiennes et belges qui ne pourront parvenir à cet équilibre sans mesures graves dans le domaine des salaires, en raison de la part importante des prix de revient. Dans quelle mesure peut-on réaliser dans ces pays un abaissement du coût de la production, avant tout une diminution des frais de main-d'œuvre, c'est une question bien problématique.

Les projets et les études préparatoires sur le « Pool Vert » suivent la même orientation. La création d'un vaste marché agricole devait aider les pays membres de l'O.E.C.E. à combler leur déficit en produits alimentaires. En 1952, ce déficit européen était évalué à environ cinq milliards de dollars. Cependant, derrière le plan français se faisaient jour les espoirs de l'agriculture française de résoudre la crise née de la mévente du vin et du sucre ; derrière le plan hollandais, des espoirs semblables pour faciliter l'écoulement des produits laitiers. Il ressort des travaux de la conférence préparatoire que l'on admet toujours par principe la même idée fondamentale : augmenter par la concurrence la production agricole de l'Europe. C'EST UNE ERREUR FONDAMENTALE POUR LES RELATIONS EUROPEENNES. La concurrence paralyserait une foule de producteurs marginaux, peut-être des régions entières, des provinces ou des pays ; l'Europe ne peut renoncer à la soi-disant production marginale. Il est remarquable que l'Amérique du Nord, avec son marché intérieur fortement protégé et son protectionnisme traditionnel, veuille en revanche imposer à l'Europe une politique de libéralisation.

NOUS AVONS BESOIN EN EUROPE D'UNE ECONOMIE FONDEE SUR DES BASES CORPORATIVES SELON LE POINT DE VUE EUROPEEN ET NON LE POINT DE VUE AMERICAIN OU ANGLAIS ; c'est-à-dire de programmes économiques corporatifs élaborés par les différentes couches sociales et si besoin est de Centrales européennes d'achat et de caisses de compensation. L'Amérique devrait enfin comprendre que, si l'Europe s'insère entre l'est et l'ouest comme puissance indépendante, s'est dans l'intérêt de la paix mondiale et de l'équilibre politique mondial ; mais son unification ne peut se faire de l'extérieur. L'unification de l'Europe doit être obtenue suivant sa voie propre dans le respect de l'âme européenne. Nous avons prononcé le mot, il s'agit encore d'un problème spirituel !

C'est un élément décisif que l'esprit dans lequel on se sera attelé à la tâche !

S'il m'est permis de parler de sentiments personnels, je voudrais rappeler qu'une fois déjà un sentiment européen a existé.

Lorsque j'étais sur le front de l'Est et que j'avais l'occasion de rencontrer des camarades d'autres nations, je pus constater que nous avions une pensée commune, que nous ne combattions pas seulement pour nos propres peuples, mais aussi pour quelque chose de plus grand, de plus haut : nous combattions pour l'Europe ! Nous avons ramené cet esprit dans la patrie et il est toujours vivant en nous. De même en 1946, lorsque le Mouvement Social Italien fut fondé, il était présent en nous. Nous voulons défendre cet esprit et, animé par lui, résoudre les problèmes de l'unification européenne.

ERNESTO MASSI.

L'Allemagne et la Sarre

« L'Européanisation » de la Sarre met la patrie et l'Europe en danger !

Si, de 1945 à aujourd'hui, la population d'Allemagne occidentale a supporté avec une telle discipline la contradiction entre les assurances claironnantes de nos « libérateurs » et leur pratique d'oppression et de spoliation, cela n'est pas redevable à ceux qui gouvernent à Bonn avec l'approbation des Hauts Commissaires.

Cette discipline ne provient même pas du fait que toute arme lui fait défaut, c'est-à-dire la possibilité de se libérer elle-même de l'oppression. Le peuple allemand connaît toute l'étendue du péril bolchevique auquel l'Allemagne n'est pas seule à faire face. Afin de donner aux puissances antibolcheviques le temps de prendre les mesures nécessaires dictées par l'apparition de ce danger, il a laissé faire beaucoup de choses avec l'espoir que le camp des vainqueurs occidentaux arriverait à une meilleure compréhension.

Cette attitude se renforça de façon certaine lorsque la tension s'accrut entre l'est et l'ouest ; un sentiment d'enthousiasme se fit même jour parmi la jeune génération d'Allemagne occidentale en faveur de « l'Union Européenne » lancée par M. Kogon avec l'aide de millions de dollars.

Cette jeunesse n'ayant pas connu nos amères expériences ne se rendait pas compte que la « démocratie appliquée » correspond rarement aux doctrines de l'état démocratique et qu'il ne faut pas toujours considérer les discours des « grands hommes d'état » comme des confessions loyales, mais plutôt voir en eux du « remplissage diplomatique ».

Lorsque le travail accompli sur ordre de la S.E.D. de zone orientale eut pour résultat la reconnaissance de la ligne

Oder-Neisse, livrant les territoires orientaux de l'Allemagne, il apporta sans le vouloir une « aide » aux apôtres de la petite Europe. Un sentiment fondamentalement juste prit corps en Allemagne : la libération de l'Allemagne est étroitement liée à la réalisation de l'idée européenne !

Strasbourg fut encore une fois un atout — bien que personne ne remarquât que là bas, même si l'on défendait d'autres thèses, on ne préparait rien d'autre que ce qui venait de se produire à l'est : un nouvel affaiblissement et le partage de l'Allemagne !

Les porte-paroles de l'opposition nationale en Allemagne accidentale, opprimés et poursuivis, restaient des « précheurs dans le désert ». On les déshonora en les qualifiant d' « amis de Moscou », bien qu'ils aient fait face à la marée rouge en risquant leur vie depuis plus longtemps que les « antibolcheviques officiels ». Leur loyauté était même bien plus fondée, car ils avaient déjà une fois fait leurs preuves. C'était à une époque où les bolcheviques et les soi-disant démocrates s'embrassaient fraternellement sous le signe illusoire de « l'Anti-facisme » et où l'Europe fut en grande partie livrée au Kremlin.

L'IDEE EUROPEENNE CAMOUFLE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

On fit à la presse et à la radio un tel éloge du pacte créant la « Communauté européenne du charbon et de l'acier » que, le 6 septembre 1953, on vota en Allemagne Occidentale pour la majorité soutenant la politique d'intégration occidentale d'Adenauer. Un énorme chèque de confiance fut ainsi créé au profit de l'idée européenne.

Les conséquences économiques du Pool Charbon-Acier, dont on commence à s'apercevoir qu'il a pour objet, aux yeux de certains, de briser l'économie allemande intégrée au profit de l'économie du charbon et de l'acier américaine et française et la rendre incapable de supporter la concurrence, apparurent sous un jour inquiétant aux citoyens allemands les plus exempts de préjugés. Ils peuvent encore dire — et en cela répéter seulement ce qui leur a été présenté avec habileté dans la presse quotidienne — que toute solution d'envergure exige du temps. Comme nous l'avons dit, le peuple allemand ne manque ni de patience ni d'intelligence. On se montrait jusqu'ici incompréhensif à l'égard de notre thèse selon laquelle la politique d'intégration occidentale de Bonn est le contraire d'une véritable solution européenne.

La France, cependant, avait pris la direction de tous les débats sur la solution des problèmes européens, elle savait que son action avait l'accord des Etats-Unis et n'avait pas besoin de prendre en considération le fait que par ses propositions et ses mesures, elle rendait le partage de l'Allemagne plus profond.

Mais maintenant se fait jour la controverse au sujet de la question sarroise par laquelle la France est en train d'aboutir au résultat même qui a été obtenu à l'Est par l'Union Soviétique : déposséder l'empire allemand d'une province précieuse !

A l'époque turbulente de 1945, la France a chassé plus de 400.000 Allemands de la Sarre, de leur patrie. Elle croyait devoir infliger un juste châtiment au «militarisme allemand». Ce reproche ne l'empêcha pas dans les camps de prisonniers et dans sa zone d'occupation d'attirer des milliers de jeunes Allemands dans la « Légion Etrangère » et d'offrir en sacrifice sous ses drapeaux de nombreux « militaristes » Allemands dans la seule Indochine, nombre qui a dû s'élever après la chute de Dien-Mien-Phu, dont la garnison comptait de nombreux Allemands.

Or, on pousse ces jeunes Allemands dans la mort avec le même mot qui sert à réclamer le détachement de la Sarre de l'Allemagne : **EUROPE** !

Ce n'est pas autre chose qu'une escroquerie à l'égard de l'idée européenne, car si la France s'efforce loyalement de créer une communauté européenne, cette loyauté doit s'exprimer autrement que par un esprit de conquête, et, au contraire, en sauvegardant le droit des peuples à disposer d'eux mêmes invoqué auparavant si bruyamment par elle

LA SARRE, VICTIME DE L'IVRESSE D'INTEGRATION DE BONN ?

Lorsque la France posa les trois conditions préalables, qui devaient être remplies avant la ratification du projet de C.E.D. exigeant l' « Européisation » de la Sarre et son maintien dans l'économie française, l' « Européen de Strasbourg » Van Naters vint à son aide.

Adenauer, qui déclarait encore le 30 mai 1951, devant le Bundestag : « La Sarre est allemande et l'Allemagne entière y compris la Sarre se retrouvera dans l'Europe avec la France », semblait alors représenter un autre idéal qu'aujourd'hui. Au cours du débat au parlement fédéral du 29 mai 1954, il

réaffirmait à nouveau être prêt lors des négociations sur la Sarre : « à sortir des grandes lignes du plan Van Naters ». A son espoir de « voir sa solution liée de la manière la plus étroite à la communauté européenne », il faisait suivre cette constatation : « nous ne possédons aucun moyen de faire renoncer la France contre son gré à sa position sur la Sarre ».

Monsieur Adenauer a ainsi révélé la totale inutilité de sa politique d'intégration occidentale. Car, si la France ratifie l'actuel traité de C.E.D., à condition que la Sarre soit « européisée », c'est-à-dire détachée du territoire allemand, Adenauer doit savoir que la majorité du peuple allemand ne peut plus le suivre sur la voie d'une intégration inconditionnelle à l'Occident. Il est inacceptable que 900.000 Allemands soient enlevés à l'Allemagne, contrairement au droit des peuples, et qu'en même temps 500.000 Allemands soient mobilisés pour maintenir de force « l'Européisation de la Sarre ».

ALLEMANDS ! UNISSEZ-VOUS DANS LE COMBAT POUR LA SARRE »

Que le gouvernement Adenauer approuve « l'Européisation de la Sarre », cela signifie la capitulation devant la trahison de la France à l'égard de l'idée européenne ! Mais cela signifie en même temps que la politique d'intégration d'Adenauer, par son renoncement à la province sarroise, implique aussi pratiquement la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Parallèlement un coup semblable sera porté à l'idée européenne, alors qu'il est grand temps d'unir, au contraire, de façon plus étroite, au delà de ce qui pourrait les séparer, toutes les forces politiques d'Allemagne en faveur de l'Empire et d'une communauté européenne loyale.

Dans le camp des forces nationales d'Europe il n'y a plus de débat au sujet de la question sarroise qu'à l'égard de Trieste. Toutes les sections du Mouvement Social Européen reconnaissent que la Sarre doit rester allemande et Trieste italienne.

Chacun de nous en Allemagne occidentale doit prendre une décision : devons-nous assister pacifiquement à un nouveau vol à l'égard de l'Allemagne, au viol de l'idée européenne où devons-nous faire usage de nos devoirs inscrits dans la constitution. Nous pensons que l'heure est venue pour cette dernière solution. Que chacun, individuellement, se demande s'il est prêt.

KARL HEINZ PRIESTER.

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

Le Congrès du Deutsche Reich Partei

Le Congrès annuel du Deutsche Reich Partei s'est tenu à Duisburg les 8 et 9 mai, en présence de 1.200 délégués venus de toutes les régions d'Allemagne et de nombreux invités étrangers. La presse française n'a pas rendu compte de ce Congrès, la presse allemande avait été priée par le gouvernement de se borner à de brefs comptes rendus. Il semble pourtant que le succès remarquable de ce Congrès corresponde à une reprise incontestable du Deutsche Reich Partis, aussi bien sur le plan de l'organisation que dans la mise au point du programme. Les rapports, profondément travaillés, constituent d'excellents éléments doctrinaux. A l'exception des rapports concernant la politique générale du parti, confiés aux membres de la direction, le Conseiller d'Etat Meinberg, le général Andræ, le député von Thadden, il est intéressant de constater que des exposés importants ont été demandés à des spécialistes éminents, le Profeseur von Grünberg pour l'économie politique, l'avocat général Hans Haack pour les questions juridiques et le Professeur Heinrich Kunstmann pour les rapports entre l'Etat et les églises. Ces interventions remarquables et approfondies témoignent du sérieux avec lequel est mené le renouvellement doctrinal de l'opposition allemande en même temps qu'ils sont une preuve de l'intérêt avec lequel les milieux intellectuels allemands suivent tout travail constructif et valide cherchant à opposer des solutions viables à l'idéologie facile et superficielle des années d'après-guerre. Cette phase d'approfondissement doc-

trinal semble marquer un tournant dans l'histoire de l'opposition nationale en Allemagne. S'écartant des méthodes hâtives et des réactions purement passionnelles, inévitables dans les années qui ont suivi la guerre, elle semble maintenant s'attacher à la constitution d'une position ferme, à la fois sur le plan doctrinal et sur le plan de l'organisation, pouvant servir d'alternative à la politique des partis installés par les forces d'occupation. Cette évolution du D.R.P. mérite d'être suivie, et nous aurons, sans doute, l'occasion de reparler à nos lecteurs du contenu de ces rapports. D'autre part, la campagne électorale va s'ouvrir dans quelques semaines en Rhein-Westphalie pour les élections au Landtag provincial. On se souvient que, lors des élections générales, le D.R.P. avait été interdit dans ce Land très important. On ne sait pas encore quelle va être, à cette occasion, la conduite du gouvernement de Bonn, qui, jusqu'ici avait défendu ses positions avec des méthodes dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont très éloignées du **fair-play** politique. Aurons-nous une fois de plus une élection faussée par des pressions et des mesures d'exception ? Il est évident que de telle méthod s ne peuvent que rendre l'opinion française très prudente en ce qui concerne la solidité des engagements pris par le gouvernement de Bonn, qui risquent, dans l'avenir, d'être révoqués par une Allemagne librement consultée.

L'activité du Rassemblement National

Nos amis du Rassemblement National, sous la présidence de notre camarade Jean-Louis Tixier-Vignancour, poursuivent leur travail de mise en place. Ils ont créé pendant la dernière semaine de nouvelles sections locales. Dans une réunion privée, réservée aux premiers adhérents parisiens, les problèmes d'organisation ont été traités et des indications intéressantes ont été données sur le développement du Rassemblement.

Le Rassemblement National a présenté un candidat au second tour de l'élection du Pas-de-Calais. Il s'agissait d'une protestation purement formelle des éléments nationaux contre les conditions d'une élection qui les contraignait à choisir entre deux candidats marxistes. Le candidat du Rassemblement National a recueilli 23.400 voix, malgré l'opposition systématique de toute la grande presse, toute dévouée au candidat de Daniel Meyer. Ce chiffre constitue un des meilleurs chiffres locaux d'une candidature d'opposition nationale depuis sept ans et il montre qu'il y a place aujourd'hui pour une formation de rassemblement des forces nationales, si celle-ci se montre capable de résoudre des problèmes d'organisation et de trouver des moyens d'action.

Le même jour, le Rassemblement National participait à l'élection municipal de Vanves, avec deux candidats placés sur une liste de coalition antimarxiste. Un des candidats du Rassemblement National a été élu.

D'autre part, le Rassemblement National annonce une réunion publique à la Salle Wagram dans le courant du mois du juin. Nous souhaitons vivement le succès de cette réunion qui constituera la rentrée en scène des éléments de l'opposition nationale écartés de la vie politique depuis de longues années.

Le Congrès de l'Union Latine

La grande presse a rendu compte, avec une remarquable mauvaise humeur, du Congrès de l'Union Latine qui s'est tenu à Madrid pendant la première quinzaine de mai. Elle estime, en particulier, que la délégation française n'a pas eu à jouer un rôle assez important.

On observera, à ce propos, que la délégation française était conduite par M. Schneiter, député M.R.P. Il est inévitable, dans les pays de l'Union Latine, l'autorité du M.R.P. soit affectée aussi bien par la méfiance qui existe aujourd'hui dans tout les pays catholiques à l'égard de la démocratie chrétienne que par le souvenir de l'attitude inamicale du Cabinet de M. Bidault pendant de longues années.

Nous souffrons, dans de telles circonstances, du déséquilibre systématique de la vie politique française. L'absence d'une représentation de l'opposition nationale au Parlement et dans l'opinion déplace le centre de gravité de notre délégation. Elle oblige à mettre en avant des personnalités qui ne sont pas toujours politiquement les mieux choisies, et, par contre, elle prive la délégation française de concours qui bénéficieraient d'un préjugé favorable.

L'idée de l'Union Latine intéresse, en France des milieux étendus. Elle mérite mieux qu'une participation purement formelle. La France peut être représentée efficacement à un tel Congrès et sa place dans les travaux peut devenir importante. Encore faudrait-il qu'on y envoyât de préférence des hommes dont la sympathie pour l'Espagne et ces pays latins a toujours été active et fidèle. Ce n'est pas ce qui manque heureusement.

Echos

LA MORT DE FRIEDRICH MEINECKE

On apprend la mort, à l'âge de 91 ans, du grand historien allemand Friedrich Meinecke, quelques mois avant la célébration du cinquième anniversaire de la « Freie Universitat » de Berlin, dont il fut le premier recteur.

Témoin d'une époque particulièrement troublée, il naquit l'année de l'arrivée au pouvoir de Bismarck, connut la guerre franco-prussienne, le règne de Guillaume II, la première guerre mondiale, la république de Weimar, le Troisième Reich et finalement la gigantesque conflagration mondiale qui devait conduire l'Allemagne aux hécatombes de la défaite.

Impassible en face de ce vertige, Meinecke profitant de sa vaste expérience demeura en toutes circonstances le défenseur des vertus du peuple allemand ; il était en cela le disciple de Leopold von Ranke qui, au sein de l'historiographie allemande, pronait l'équilibre des grandes puissances européennes.

Friedrich Meinecke publia en 1908 à Berlin l'une de ses trois œuvres principales « *Weltburgertum und Nationalstaat* », étude sur la pensée de l'état national allemand. La défaite de 1918 ne le surprit pas et il en donna une explication dans son ouvrage « *Nach der Revolution* ». C'est en 1924 qu'il fit paraître la seconde de ses œuvres transcentales « *Die Idee der Staatsräson in der neueren Geschichte* » (L'idée de la Raison d'Etat dans l'Histoire Moderne) et enfin en 1936, sous le régime national-socialiste, l'œuvre qui bouclait sa trilogie philosophique de l'histoire « *Dei Entstehung des Historismus* ».

Dans les dernières années de sa vie, il rédigea ses mémoires et un ouvrage sur les causes de la seconde guerre mondiale et de la catastrophe allemande. Meinecke était en quelque sorte le guide du monde intellectuel allemand, le patriarche de l'historiographie d'outre-Rhin.

Lorsque les étudiants berlinois, dans un geste de protestation collective, décidèrent d'abandonner la « *Humboldt Universität* » pour constituer une université indépendante et libre de toute influence marxiste ils élirent Meinecke comme recteur, honorant ainsi sa personnalité, symbole du génie allemand, et rendant hommage à sa probité scientifique.

L'URANIUM BELGE ET LES ACCORDS SECRETS DE LONDRES

Notre confrère belge « *Le Cri du Peuple* » publie un rapport de « *L'Institut de Documentation et d'Etudes Nationales* » qui jette une lumière nouvelle sur les accords se-

crets que le gouvernement émigré de M. Pierlot conclut à Londres durant la guerre. Ces révélations permettent d'établir sans équivoque que ces accords, toujours secrets en ce qui concerne notamment les obligations du Congo belge vis-à-vis de la Grande-Bretagne, ne trouvent nullement leur origine dans « *l'imagination un peu vive de quelques hurluberlus* ».

Ces accords, dont les hommes politiques belges qui furent mêlés aux tractations de Londres veulent à tout prix éviter la publication, car elle constituerait un terrible acte d'accusation contre eux et condamnerait irrévocablement la « politique » qu'ils menèrent à Londres entre 1940 et 1944, permettent à la Grande-Bretagne de recevoir une part importante de la production d'uranium du Congo belge et hypothèquent gravement l'avenir du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Par le chantage, par des interventions de toute nature et grâce à la complicité des milieux politiques belges au pouvoir, l'Angleterre a pu amorcer une manœuvre d'absorption du Congo belge dans le Commonwealth britannique (on la retrouve dans le Plan Eden de Strasbourg en 1952) et s'assurer des avantages économiques sans contre-partie véritable pour la Belgique.

La place nous manque pour publier ce volumineux rapport qui démontre de façon irréfutable l'existence de ces accords secrets et de leurs prolongements qui ne sont pas revêtus de la signature royale et ne reçurent pas l'approbation des chambres.

Notre confrère demande, en plus de leur publication intégrale, leur remplacement par un accord assurant une contre-partie sérieuse à la Belgique pour les services qu'elle n'a cessé de rendre à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

LES SOLDATS ONT DROIT A L'ESTIME

Le président du parlement Fédéral allemand, le Dr Ehlers, a pris récemment la parole devant 600 délégués réunis à l'occasion du congrès de l'Association des Anciens combattants allemands (*Verband deutscher Soldaten*) à Bonn.

Apportant le salut du Bundestag, il a déclaré notamment : « *Nous, soldats allemands avons droit à la même estime et au même respect aussi bien dans notre patrie qu'à l'étranger, que les soldats des autres nations ayant accomplis dignement leur devoir. Cela ne devrait souffrir aucune discussion dans le monde* ».

Après avoir souligné le changement de climat dans les milieux occidentaux à l'égard des soldats allemands, le Dr Ehlers a cependant attiré l'attention sur les condamnés pour faits de guerre, problème dont le peuple allemand exige une solution urgente.

Le Maréchal von Manstein fut nommé Président d'honneur de l'association qui ratifia à une forte majorité les mesures prises par ses dirigeants en vue d'adhérer à l'Association européenne des Anciens Combattants et adressa un message en ce sens au général Bethouart.

COMMENT VIVENT LES « 7 » ?

Il ne s'agit pas d'un quelconque sous-produit des « *Grands* » réuni en marge des palabres internationales, mais des 7 prisonniers de Spandau dont le journal allemand « *Welt am Sonntag* » décrit la vie.

Karl Dönitz, grand amiral et successeur d'Hitler, sur l'ordre de celui-ci, doit être libéré dans deux ans à l'âge de 65 ans, il souffre de rhumatismes. Robert Speer, 48 ans, ancien ministre des armements. En pleine forme, il fera certainement encore parler de lui après sa libération en 1966. Baldur von Schirach, ancien chef de la jeunesse, bien qu'âgé de 46 ans est prématurément vieilli et déprimé depuis l'abandon de sa femme, sera également libéré en 1966. Von Neurath, ex-ministre des affaires étrangères est le doyen des « 7 » âgé de 81 ans il a peu de chances de vivre jus-

qu'en 1961, date de sa libération. Walter Funk, 63 ans, ancien ministre de l'économie donne de graves inquiétudes, condamné à vie. Rudolf Hess, 59 ans, ancien adjoint d'Hitler qui porta en 1941 des propositions de paix en Angleterre, excentrique mais complètement normal, condamné à vie. Enfin l'amiral Raeder, âgé de 77 ans, a survécu à une grave opération subie en prison mais demeure en très mauvaise condition physique... condamné à vie.

Les « 7 » vivent dans des cellules éclairées jour et nuit et soumises à une étroite surveillance. Si pendant la nuit les mains ne sont pas sur les couvertures, ils sont réveillés. Les visites ont lieu tous les deux mois à raison de 15 minutes chacune et en présence d'un sténographe qui enregistre chaque mot... ils portent un numéro dans le dos qui leur sert d'identité, on ne les appelle que par leur matricule. Défense de parler ensemble ou avec les gardiens, pas de journaux, ni de radio ou informations de quelque nature qu'elles soient, sans compter les multiples autres interdictions !!!

Une Commission quadripartite étudie actuellement à Berlin, les modalités d'un éventuel adoucissement de leur détention.

UN REVENANT : LE CHEF DE LA DENAZIFICATION

L'ancien chef des services de dénazification du gouvernement militaire américain en Allemagne, George Wheeler, qui était disparu derrière le rideau de fer depuis 1950, vient de faire sa réapparition sur les antennes de la radio allemande de l'est. Ce fut pour se lancer dans de vives attaques contre la politique étrangère américaine. Selon ce démocrate distingué les bombes atomiques et à Hydrogène dont l'Amérique menace le monde socialiste seraient la preuve irréfutable de la faillite de la politique de Foster Dulles en vue de forger une alliance entre les états capitalistes.

ACCUEIL TRIOMPHAL DES ANCIENS DE LA « DIVISION BLEUE »

Le peuple espagnol a réservé un accueil enthousiaste aux anciens combattants de la division « *Azul* » rapatriés de Russie.

Rappelons que le « *Semiramis* » ayant à son bord 282 espagnols libérés par les soviets fit escale à Istambul. Venant d'Odessa la plupart des rapatriés étaient d'anciens combattants de la division « *Azul* » qui lutta aux côtés des troupes européennes de 1941 à 1945 contre le bolchevisme. C'est d'ailleurs leur ancien chef, le Général Munoz Grande, membre du cabinet espagnol, qui vint les accueillir à Barcelone.

A l'escale d'Istambul, les autorités démocrates turques avaient pris des mesures exceptionnelles de sécurité. Des bateaux circulaient sans arrêt autour du navire pour empêcher tout contact entre les rapatriés et la presse. En dépit de cette surveillance nous avons pu apprendre qu'il y avait parmi eux cinq officiers et 35 enfants de phalangistes qui avaient été déportés en U.R.S.S. par les communistes lors de la guerre civile. 143 prisonniers seraient morts à la suite de mauvais traitements subis dans les camps soviétiques et il resterait un certain nombre de prisonniers considérés comme « *criminels de guerre* », notamment un physicien, le Dr Polis.

Les membres de la Croix Rouge espagnole et du Croissant rouge turque furent accueillis aux cris de « *Viva Franco, Arriba Espana, à bas le communisme* »

GIOVANNI GENTILE

Nos camarades italiens célèbrent actuellement le dixième anniversaire de Giovanni Gentile tombé en 1944 sous les coups de la « *Démocratie triomphante* ».

Il n'est pas inutile de préciser à ce propos que la pensée de Gentile, dans tous ses aspects variés et souvent hétérogènes, constituait un tout unitaire, allant de la critique hégélienne de la « *Réforme de la dialectique hégélienne* » à la « *Théorie de l'esprit comme acte pur* » ou traçant les lignes fondamentales de son système de la « *Philosophie du droit* » et de la « *Genèse de la structure de la société* ». La société humaine, la nation et l'état représentaient à ses yeux l'actualité vivante de l'esprit. C'est en eux que l'individu conquiert sa liberté la plus profonde. La nation n'est pas cette conscience morale diffuse au sein des masses, mais c'est l'état qui tend à la naissance de cette volonté morale ; en d'autres termes « *l'état est le même individu dans son universalité* »

L'humanisme du travail constitue la synthèse philosophique, éthique et politique du 20e siècle. On y trouve des précédents historiques dans les mouvements nationaux et socialistes qui amenèrent la masse des travailleurs à avoir une action sur le plan historique. Au fur et à mesure de leur émancipation leur unité spirituelle et morale prenait corps.

« *Personne ne doute que les mouvements sociaux et les mouvements socialistes parallèles du 19e siècle ont donné naissance à un nouvel humanisme dont l'instauration en tant qu'actualité et réalité politique est l'œuvre et le devoir de notre siècle* ».

« *L'homme réel, celui qui compte, c'est l'homme qui travaille et il vaut ce que vaut son travail* ».

Tel est le testament politique de G. Gentile. Nul doute qu'en s'exprimant en ces termes le grand maître n'ait pensé à la synthèse entre le socialisme et la nation, entre le mouvement de renaissance nationale et le mouvement socialiste qui a marqué au cours du siècle dernier les premières étapes de l'ascension du monde du travail.

« DON CAMILLO » IRA-T-IL EN PRISON ?

On sait que le récent procès De Gasperi-Guareschi s'est soldé par la condamnation à un an de prison de l'auteur de « Don Camillo ». Ce dernier avait en effet publié dans sa revue **Candido**, la photocopie d'une lettre écrite par De Gasperi le 19 janvier 1944, sur papier à en-tête du Secrétariat du Saint-Office à un officier anglais, demandant aux Alliés de bombarder Rome **« afin de briser la résistance morale de la population »**. De Gasperi conteste l'authenticité de ce document. Au cours du procès le défenseur de Guareschi demanda au Tribunal d'ordonner un examen graphologique et chimique de la lettre. Mais un tel examen risquait d'obliger le Tribunal à engager des poursuites contre le chef de la démocratie chrétienne pour faux témoignages, ce qui n'aurait pas manqué de provoquer de violents remous au sein du régime, responsabilité que les juges estimèrent trop lourde.

Guareschi aurait pu faire appel, mais il s'y refuse.

« J'irai en prison », écrit-il, **« mais j'ai acquis du procès la certitude mathématique que le document publié par « Candido » est authentique. »**

Les choses en sont là.

Mais pourquoi le leader démocrate chrétien n'a-t-il pas lui-même demandé cette expertise afin de faire la preuve éclatante de son innocence, il laisse ainsi planer un doute. Le dernier mot n'a pas été dit en la matière.

Déjà une partie de l'opinion publique et de la Presse italienne mène une violente campagne afin que l'auteur de « Don Camillo » n'aille pas en prison, elle proteste ainsi contre l'influence politique dont use De Gasperi afin d'étouffer la vérité

Etudes et Tribune libre

Pour l'Union des Producteurs

(Suite.)

II

SIGNIFICATION MORALE DE L'ECONOMIE MODERNE

Tout état de chose, économique, politique ou social avant d'être fondé sur les techniques qui le conditionnent, est profondément déterminé par la philosophie dominante qui a présidé à l'élaboration de ces techniques, par les disciplines de pensée dont elles procèdent. C'est pourquoi les analyses des contradictions du système capitaliste ou du marxisme ne se fondant pas au préalable sur une autre philosophie, ont toujours été impuissantes à montrer plus que les conséquences de la pensée moderne dans ses applications au monde économique et social. D'une façon générale, le monde moderne est incapable de dominer ses problèmes parce qu'il les étudie avec les mêmes modes de pensée qui sont la cause même de son caractère problématique. Ainsi, avant de poser les principes d'une nouvelle pensée économique et sociale, convient-il de bien comprendre quelles sont les sources de la pensée économique moderne et de percer à jour ce qu'elle implique moralement pour les hommes qui l'ont élaborée ou qui l'acceptent.

Nous avons montré précédemment comment le Règne de la Haute Finance sur l'Economie est comparable au système bolchevique ; le maître du monde actuel étant la rationalité elle-même qui nous rend esclaves des lois d'efficacité de nos techniques : des techniques du maniement de l'argent dans le monde occidental, de celles de l'organisation dans le monde communiste. Mais le rationalisme n'a instauré la puissance, les moyens sur les hommes qu'à l'occasion de la démission de ceux-ci. L'argent comme référence de valeur, la « bonne organisation » comme dernier idéal d'une civilisation enthomique, avant d'être fondés par le rationalisme de la pensée sont l'ultime conséquence dans la société, du vide des consciences individuelles, du nihilisme, de la mort de Dieu. Le matérialisme commun aux tenants du grand capitalisme et du marxisme est en dernière analyse, à l'origine des désordres économiques du monde. Il est la cause profonde de son acheminement vers l'auto destruction.

La crise politique du monde moderne traduit un drame plus profond : le consentement de l'homme à son asservissement à la matière.

⁂

. *Signification morale du matérialisme bourgeois et du matérialisme marxiste.*

Au regard de l'Ethique les doctrines économiques de la bourgeoisie peuvent se traduire par le besoin des hommes de trouver dans les activités économiques une justification morale qu'ils ne trouvent plus en eux-mêmes. Elles sont le fait d'une classe dirigeante grâce au privilège de la fortune qui a besoin pour conserver la bonne conscience de se persuader que la possession des biens matériels donne des droits au gouvernement des hommes.

L'ordre moral du XIX siècle postule que la capacité de gagner de l'argent est le critère de toute valeur humaine. Il fondait en fait et justifie encore en droit l'esclavage des hommes à la matière.

Les socialistes n'ont retenu, dans leur critique de la société capitaliste que l'injustice de l'appropriation individuelle des fruits d'un travail commun. Leur théorie de la plus-value n'est que la démonstration de cette injustice. Mais ils n'ont pas vu le vice fondamental de l'idéologie bourgeoise : l'absence d'une transcendance à l'ordre matériel.

Au regard de l'Ethique, le socialisme ne s'attachant qu'à

la répartition des biens matériels sans souci des buts humains qu'ils doivent satisfaire est sur le même plan que le monde bourgeois : il réduit l'homme à la dépendance matérielle. Il a ainsi perdu dans son action pour une société plus juste les puissants avantages d'une position morale et humaine absolument supérieure à celle des classes dirigeantes.

En fait il ne prend pas le parti de l'homme contre l'esclavage matériel, il assujettit le monde à la réalisation d'un statut égalitaire de la société. Loin de l'aider à transcender ses moyens, il l'enfonce irrémédiablement dans la dépendance matérielle des conditions logiques qui doivent réaliser contre sa nature l'ordre final de la société.

Engagé dans cette voie, le communisme devait, comme il assigner comme but idéal l'instauration d'un ordre collectif *réduisant la morale aux conditions de permanence du système,* le rôle de l'individu à celui d'un rouage parfaitement conforme à sa fonction sociale.

Pour la personne, ce régime signifie l'obligation suprême de substituer aux impératifs de sa conscience, l'attitude qui lui est dictée par l'ordre rationnel dans quoi elle est incluse et perdue.

Le totalitarisme collectiviste tire les ultimes conséquences du matérialisme, en imposant à l'homme de faire abstraction de sa conscience, il le frustre de son autonomie, de sa spiritualité, de sa liberté, pour le faire *rentrer dans l'ordre des choses.*

L'idéalisme étant réduit à la perfection de cet ordre, le Stalinisme en a tiré à la fois la justification, de son terrorisme et les règles de conduite qu'il a imposées à ses sujets.

L'efficacité tient lieu de morale, la raison fait office de conscience.

La vie ne prend pas de signification par les moyens qui servent à son entretien, et le critère de la valeur ne saurait être recherché dans ces moyens.

⁂

Le bourgeois et le prolétaire ne se distinguent que par la différence de leur situation matérielle. Ce qu'ils *ont* les situe, ce qu'ils voudraient *avoir* les détermine. Quant à ce qu'ils *sont* ils préfèrent l'un et l'autre ne pas s'en inquiéter et au fond ils ne veulent rien *devenir,* que les objets dociles de l'histoire. Et celle-ci n'est déterminée de façon matérialiste que dans la mesure de leur consentement. Chacun fuit résolument les problèmes de la signification qui lui imposeraient l'ascèse

intellectuelle et morale de trouver en lui-même sa justification.

Il ne faut jamais perdre de vue cette crise de conscience du monde moderne si l'on veut comprendre comment le rationalisme a pu nous rendre esclaves de nos *moyens*. Simplement notre science sans conscience est également sans *but*.

⁂

Ainsi je crois qu'il n'y a pas de révolution possible même dans les domaines les plus matériels et les plus techniques, si elle n'est pas le fait d'hommes nouveaux. En effet, quelque bouleversement qu'on puisse apporter dans les rapports entre individus, dans le statut de la propriété, si un esprit nouveau n'y préside pas nous n'aurons rien fait. La Révolution est d'abord la prise de conscience par une élite des obligations nouvelles que la technique impose à l'homme s'il veut la dominer et la mettre à son service. Elle est une question d'hommes l'ayant faite en eux-mêmes et apportant dans le monde « le supplément d'âvre » que réclamait Bergson.

En dehors de ces conditions préalables, dont les syndicalistes révolutionnaires de l'époque héroïque avaient conscience mais qu'ignorent les politiciens du mouvement ouvrier, toute action ne manifeste en réalité que des espoirs, mensonge à soi-même. Recherche d'une justification facile. Elle ne peut qu'ajouter à la confusion et s'inscrire dans le cadre de la maladie de ce monde.

⁂

Signification de l'argent comme catégorie de la pensée économique.

La position de l'Angleterre contrainte par sa situation géographique de vivre du commerce, a déterminé la pensée économique moderne. Celle-ci prend pour base de la valeur la marchandise considérée comme quantité d'argent, et fait ainsi de l'intermédiaire du commerçant, le centre déterminant de la vie économique. Elle n'a pas en vue au départ des besoins à satisfaire, mais l'argent. Elle ne s'intéresse qu'en fonction de l'argent. Elle n'est pas axée vers la production en vue de la puissance. Il en découle une analyse rationaliste des circuits économiques à partir de la matière privée de *qualité*, mais affectée d'une valeur marchande son prix : simple expression *quantitative*. L'argent devient ainsi une caté-

gorie de la pensée économique alors qu'il devrait être un serviteur neutre. En fait il est *la* référence intellectuelle, ce à quoi tout est réduit, ce en fonction de quoi chacun est contraint de se comporter, la base de toute échelle de valeurs. Il est l'élément déterminant de ce que l'on a appelé « le Règne de la Quantité ». Et au fond la valeur comme grandeur, comme quantité pure n'est que le corollaire du principe cartésien du monde comme étendue. Il est l'aboutissement logique du rationalisme.

Avant que ne triomphe cette pensée qui a fait de l'argent la puissance dominante du monde moderne, la nature de la propriété était tout autre que maintenant. Elle correspondait à des *biens* par lesquels le propriétaire se qualifiait ; rien ne qualifie mieux un homme que la nature de ses besoins Elle s'incorporait à sa vie, ce qu'il avait faisait partie de lui. Aujourd'hui, cette notion de « *biens* » tend à disparaître et la propriété traduite en argent exprime une certaine puissance.

L'homme dont on tient compte n'est pas tant celui qui offre son travail, ni même celui qui consomme, c'est celui qui a l'argent. Non pas de l'or ou même des billets, mais l'argent abstrait qui est une fonction du temps et qui prend toutes les formes modernes de la reconnaissance de dettes. L'homme puissant est aujourd'hui celui qui est le maître de la pensée financière.

***

Depuis David Hume et Adam Smith il n'y eut pas d'autres prémisses à la pensée économique. Sismondi, Carey, Fourrier, Lassalle et Marx n'ont pas raisonné à partir de l'homme créateur ou consommateur mais à partir de la marchandise. C'est ainsi que le socialisme rapidement endoctriné par le marxisme s'est vu condamné à n'attendre la victoire du prolétariat que de la systématisation extrême du matérialisme d'A. Smith. La pensée proudhonnienne n'était pas suffisamment fondée philosophiquement pour contrarier un mouvement qui présentait tous les attraits de la logique la plus parfaite.

Tous ces systèmes, le socialisme marxiste comme le libéralisme financiériste présentent le même trait commun : *le mépris de l'homme*. Dans les deux cas il est réduit au rôle d'agent permettant le bon fonctionnement du système. Il doit seulement consentir à se discipliner par rapport à une morale de la propriété dans l'économie capitaliste, et à une morale

de la bonne organisation de la société dans l'économie socialiste.

Les postulats de la pensée économique moderne sont les principes déterminants d'une déshumanisation systématique et rationnelle qui aboutit à faire de l'humanité l'instrument d'une révolution cosmique sans signification et dont la fin logique est sa propre destruction.

Il n'y a aujourd'hui qu'une façon d'être révolutionnaire c'est d'opposer à ce système de déshumanisation la volonté de l'homme de présider à son destin. Le temps est venu. Tout un monde est sur le point de s'écrouler : celui qui n'était préoccupé que de la subsistance et ne trouve plus d'idéal que dans la puissance matérielle. L'avènement d'un autre monde celui de l'homme du 8e jour comme l'a écrit Lecomte du Nouy, approche. Cet avènement dépend maintenant du combat qui s'engage entre la matière inerte et sa loi quantitative d'une part, et le sang et l'esprit de nos races vivantes d'autre part. C'est là l'ultime combat révolutionnaire qui se prépare : le combat pour la vie.

Signification du rationalisme appliqué au domaine économique et social.

Un des traits dominants de la pensée moderne et la cause profonde du drame de nos sociétés réside dans la transposition à l'étude des sciences de l'homme du système de la pensée rationaliste qui a fait progresser les sciences mathématiques et physiques. C'est là l'héritage du mécanisme cartésien et le résultat du scientisme qui s'est historiquement développé parallèlement à l'économie capitaliste. Il nous a conduits à traiter du monde vivant comme de l'inanimé, à assimiler les organismes qui comportent une multitude indéfinie d'interactions indéterminables à nos constructions techniques fondées sur quelques relations simples. Le vocabulaire de la psychologie « scientifique » en est un exemple frappant qui reproduit presque tous les termes de l'électro-magnétisme.

L'économie, la sociologie, l'histoire et d'une façon générale toutes les sciences qui traitent de l'homme ou des relations humaines, sont au même titre que la biologie des disciplines dans lesquelles la simplification que nous sommes accoutumés d'appliquer au monde inanimé « *déréalisant* » la matière vivante dont elles s'occupent. Et c'est quand nous avons trouvé l'explication la plus simple, la plus satisfaisante pour l'esprit que nous l'avons aliénée le plus que nous nous prenons pour des réalistes !!!

Ni l'abstraction, ni la logique formelle, ni à plus forte raison les systèmes idéologiques qui procèdent de l'une et de l'autre ne sauraient rendre compte valablement des réalités concrètes et infiniment complexes qui constituent leurs objets. D'où les dualismes artificiels, les faux dilemmes et les discussions stériles à quoi se réduisent généralement les thèses économiques et sociales chez les modernes. Les idéologues ont *construit* un monde économique sur lequel ils raisonnent, mais ils ne voient pas que c'est un monde *cristallisé, mort* qu'ils substituent à une *réalité vivante* dont nul ne pourrait déceler les multiples et subtiles réactions. De là encore les crises, les contradictions, le désordre dont ils s'étonnent régulièrement, dont ils donnent des explications aussi schématiques que bien construites, mais qui ne font que changer les points de déséquilibre dans la société. C'est la cause des mécomptes de tous les dirigistes qu'ils soient socialistes ou grands financiers.

C'est que la raison raisonnante ne tient pas et ne peut pas tenir compte de la *vie* ni du *devenir* qu'elle porte en elle. Elle ne peut traiter que de ce qui est *devenu* nombrable, mesurable, de l'existence figée. Et c'est pourquoi elle prétend régler les phénomènes vitaux et prévoir l'avenir. Pour elle l'histoire est forcément déterministe. Leurs fausses prophéties auraient dû faire apercevoir aux intellectuels rationalistes que l'histoire est un produit de la vie, imprévisible, la création se continuant le fait de la créature réalisant ses possibilités infinies, son destin.

Mais les intellectuels ne *veulent* pas voir cela, mêmes s'ils croient à la liberté, et très peu d'hommes acceptent d'être la créature créatrice. Presque tous préfèrent une vie déterminée et justifiée rationnellement.

*
* *

Cette extrapolation d'une discipline de pensée valable dans le monde des nombres parce que conforme à sa nature, n'est au fond qu'une conséquence du nihilisme. Elle suppose qu'on ne veut plus reconnaitre aucune réalité déterminante en dehors de ce qui est mesurable, de ce qui peut s'estimer en quantité et que les valeurs transmises par la tradition ne sont plus incarnées.

En vérité, nous retrouvons chez Durkheim, Lévy Bruhl, chez tous les sociologues modernes, la volonté de se décharger du poids devenu trop lourd de la liberté dont pourtant souvent

ils se réclament, le désir subconscient de s'offrir par le raisonnement une justification de la vie épuisée en eux. C'est la démission des consciences dont il était question plus haut.

⁂

J'ai tenu à faire cette analyse au début de la série d'articles sur l'union des producteurs, parce qu'elle interdit aux révolutionnaires de se payer de mots et d'explications commodes, d'escamoter les questions essentielles qui se posent *en eux :* d'abord devenir d'autres hommes, ensuite fonder une autre discipline de pensée qui s'adapte à l'étude des « siences de l'homme ».

Je sais bien que ce ne sont pas là propos habituels pour des militants politiques, ni même pour ceux qui croient faire la politique. Ils fixent pourtant les conditions premières de toute action révolutionnaire. Et l'union des producteurs n'apportera rien de nouveau s'il ne se trouve pas au moins quelques patrons et quelques ouvriers parfaitement pénétrés de ces conditions.

C'est ce que nous retiendrons pour aujourd'hui, nous réservant dans le prochain article de poser les méthodes d'une autre pensée économique prenant l'économie et les sociétés pour ce qu'elles sont *des organismes vivants.*

(à suivre)

J. LESIEUR.

La population en U. R. S. S.

L'étude des statistiques soviétiques révèle un niveau de vie considérablement réduit en U.R.S.S. de nos jours, par rapport à celui de 1914. Pour ce qui est de l'ouvrier qualifié, cette réduction est de près de 9 fois, à l'exprimer en valeur marchande et réelle, ou d'un peu plus de deux fois, à ne limiter la comparaison qu'à une différence monétaire et nominale.

Par ailleurs, même les revenus combinés (salaires légaux plus gains dissimulés) de chaque ménage de salariés ne représentent aujourd'hui que 22 % d'un minimum vital théorique, comprenant quant à la nourriture 3.000 calories quotidiennes par travailleur manuel.

En fait, la moyenne alimentaire par habitant (enfants compris) en U.R.S.S. n'est que de 1.740 calories ; contre, par exemple, 2.790 en France.

Cet appauvrissement progressif devrait, logiquement, entraîner certaines répercussions sur la vitalité même des peuples qui en font les frais.

Et effectivement, la validité de tous les calculs précédemment produits se voit implicitement confirmée par trois phénomènes propres à la réalité soviétique :

1. La dépopulation relative du pays ;
2. Le raccourcissement de la moyenne de vie ;
3. La proportion restreinte d'adolescents.

---

1) En pouvoir d'achat, le rouble soviétique vaut 640 fois moins que le rouble de 1914. En valeur monétaire, le même rouble soviétique n'a baissé que de 150 fois par rapport au dollar-or de 1914 (300 r.-le dollar, au lieu de 2 r.), et de 60 fois, par rapport au dollar de 1948 (120 r.-le dollar-papier, au lieu de 2 r.).

En 1948, le revenu mensuel d'une famille moyenne de 4 personnes à deux salariés qualifiés se monte à 2.750 r. soviétiques (gains dissimulés compris) ou à 23 dollars de 1948, contre 37 r. 50 cop.-or ou 14 dol. 75 c.-or, en 1914 ; lesquels, nominalement, égalent 5.625 r. soviétiques ou 46 dol. 88 c. de 1948, mais représentent en valeur marchande, non plus 5.625 r., mais 24.000 r. soviétiques actuels.

***

Relativement aux deux premiers, le dernier fait peut paraître d'une importance secondaire. Il reste néanmoins parfaitement significatif, puisqu'il consiste dans l'insuffisance du nombre d'adolescents, autrement dit de personnes âgées de 10 à 20 ans.

En effet, d'après les données publiées, et par le Dr. Kieser, et par Prokopovitch, déjà en 1939, on ne dénombre que 28,4 millions d'enfants de 11 à 19 ans révolus, contre 47,8 millions jusqu'à 11 ans révolus.

Suivant la pyramide d'âges dressée par M. Jorré, la quantité actuelle d'enfants de 10 à 20 ans, au lieu de dépasser — ou à tout le moins d'égaler — celle des moins de 10 ans, leur est inférieure de 7,5 %, soit de 12 millions 700 mille en chiffres absolus.

Ce déficit nettement accusé ressort également des statistiques publiées par Les Cahiers de l'Economie Soviétique en 1946. Contre 29,7 millions d'enfants de 7 à 14 ans inclus, elles n'alignent que 15,1 millions d'âgés de 14 à 19 ans inclus.

La différence signalée permet d'établir une constatation curieuse. La France, pays réputé pour son nombre d'enfants relativement faible, en a, par rapport à l'U.R.S.S., deux fois moins en bas âge, mais possède par contre un quart de plus d'adolescents. Le tout en pourcentages de leurs populations respectives (2).

***

La deuxième particularité démographique à retenir n'est peut-être qu'une simple amplification de la précédente, avec le passage d'une génération cadette à une génération aînée... Toutes les deux sacrifiées au profit d'une intermédiaire, celle des travailleurs actifs : de 20 à 40 ans.

Toujours est-il que la régression constante de la durée moyenne de vie en U.R.S.S. se trouve attestée par la baisse caractéristique du nombre de personnes âgées de plus de 50 ans. Et ce nouveau phénomène revêt à présent des proportions autrement plus importantes.

Ainsi, selon la pyramide d'âges de M. Jorré confrontée avec le tableau de M. Prokopovitch, les fractions des personnes de 50 à 60 ans et de 60 à 70 ans ne représentent plus, respectivement, en Russie Soviétique que 6,7 et 5,4 % du total de la population ; le pourcentage des plus de 70 ans étant absolument négligeable, parce que ne dépassant guère 0,8 %.

Ces données concordent pleinement avec les statistiques soviétiques directes qui chiffrent, par exemple, la masse des personnes de plus de 49 ans à 21 millions 996 mille âmes, ou à 13 % de l'ensemble de la population.

Notons, à titre de comparaison, qu'en France le pourcentage correspondant est de 29 %.

Sans soulever de polémique quant aux causes immédiates des deux cons-

---

(2) On notera en passant qu'en 1926, le nombre global d'enfants soviétiques jusqu'à 20 ans formait 48,7 % de la population, tandis qu'en 1939, il fléchit jusqu'à 45 %, puis jusqu'à 43,8 %. Toujours suivant les mêmes auteurs : Dr. Kieser, M. Jorré, M. Prokopovitch et le Prof. Markoff.

tations relevées, il serait sans doute prudent de ne plus les passer sous silence, comme le font les économistes non encore affranchis de certaines hypothèques idéologiques.

***

Mais la plus décisive des conséquences observables de l'appauvrissement général et massif en U.R.S.S. est sans conteste le fait que le nombre de ses habitants (dans les frontières de 1917-1939) reste stationnaire depuis un quart de siècle. Autrement dit, qu'il n'y a plus en ce pays d'accroissement de population ; et cela en dépit d'une très forte natalité, contrariée par une mortalité excessive des adultes.

Si de 1917 à 1923, durant les années de « communisme militaire », la population de l'U.R.S.S. diminua, pour passer de 153 à 147 millions, cette baisse était due à une cause accidentelle et passagère : révolution et guerre civile, accompagnées de la perte de 4,5 millions de combattants et l'exécution de 5 millions de criminels de droit politique. Dès 1923, l'augmentation reprit son rythme habituel pendant toute la période de la N.E.P. (Nouvelle Politique Economique), pour ne s'arrêter qu'avec la socialisation intégrale du pays, y compris son secteur rural. C'est-à-dire la « collectivisation » de la paysannerie, la brusque confiscation de ses biens et l'internement de tous les anciens fermiers dans des régions normalement inhabitables...

Comme résultat, en 1930, comme en 1954, le nombre d'habitants en Russie Soviétique, dans ses frontières traditionnelles, se monte invariablement à 170 millions.

Pour l'année 1946, ce chiffre ressort de la déclaration du Président du Conseil, Molotov, à la VIIe session du Soviet Suprême, suivant laquelle les annexions de 1939-45 procurèrent à l'U.R.S.S. un surcroît de 23 millions d'âmes et portèrent la totalité de sa population à 193 millions. Les estimations officielles, publiées par Les Cahiers de l'Economie Soviétique en 1946, donnent également 169.486.200 habitants, sans les populations nouvellement rattachées. Enfin, les mêmes chiffres : de 170 millions, sans les annexions, ou de 193 millions, avec elles, sont corroborés par le relevé du nombre des votants aux élections de 1949.

***

Toutes ces indications démontrent formellement que le plafond atteint en 1930 ne fut jamais dépassé depuis mais se trouve stabilisé aux environs des 170.268.278 habitants du dernier recensement publié, celui de janvier 1939. Et, à supposer le chiffre de 1946 rigoureusement exact, il faudrait même relever une diminution certaine de la population soviétique de 782 mille âmes.

Or, en opposition avec ces faits, d'après M. Notenstein — qui part des indications fournies par la presse soviétique — l'accroissement de la population en U.R.S.S. devrait osciller théoriquement entre 2,5 et 3 millions par an, et accuser de la sorte un taux excédentaire de 18 p. 1.000.

Mêmes observations relevées par M. Lorimer. Selon les références soviétiques produites par lui pour l'année 1938, le taux brut de la natalité en U.R.S.S. est de 38,3 p. 1.000, et celui de la mortalité de 17,8 p. 1.000. Donc, toujours suivant Lorimer, l'accroissement annuel théorique, à raison de 20,5 p. 1.000, aurait dû se chiffrer par 3 millions 485 mille habitants.

Les estimations retenues par M. Jorré sont sensiblement identiques : 3 à 3,6 millions, ou 21,24 p. 1.000 d'excédent net.

Citons un autre auteur encore, M. Wenger, lequel, pour une époque antérieure, donne le chiffre de 3.179.000 ou de 20,78 p. 1.000.

Enfin, d'après le tableau dressé par M. Ed. Théry, le taux d'excédent des naissances sur les décès serait de 21, 8 p. 1.000.

De toutes ces contradictions manifestes entre les calculs insinués par certaines statistiques soviétiques et la réalité, la seule explication qui s'impose reste la suivante : Quel que soit le taux exact de la natalité, il égale celui de la mortalité, puisque l'accroissement devient nul à partir de 1930 ; date qui succède à l'étatisation complète de l'économie nationale en U.R.S.S.

Cependant, en 1917, la population de la Russie se montait à 180 millions, et celle des territoires de la future U.R.S.S. à 153 millions, très exactement. Et cela aussi bien selon les estimations de l'époque, que d'après les publications d'inspiration soviétique, y compris les manuels scolaires de géographie (3).

En raison des taux précédemment avancés : 18 p. 1.000, pour l'accroissemeant le plus faible, et 21,8 p. 1.000, pour l'accroissement le plus fort, le nombre d'habitants des mêmes territoires devrait se situer, dès 1948, entre 266 et 300 millions. Cela en ajoutant aux 153 millions de 1917 l'apport net des 31 années suivantes : 113 ou 147 millions, suivant les auteurs mentionnés et leurs éléments de calcul.

***

Le déficit de la population soviétique s'élève, par conséquent, sinon à 130, du moins à 96 millions d'âmes, au minimum.

Alors que le nombre de ses vieillards de plus de 69 ans est de 13 fois moindre qu'à l'étranger : 0,8 % en U.R.S.S., contre 10,8 % en France.

Et tandis que, pour 100 adolescents soviétiques de 10 à 20 ans, on découvre 126 enfants français du même âge. 18,3 % en U.R.S.S., contre 23,2 % en France.

Telles seraient les conséquences démographiques de la réduction progressive du niveau de vie sous le régime du Capitalisme Etatiste.

A supposer que cette chute ne comporte aucune menace immédiate de dépopulation absolue, elle accuse à coup sûr une dépopulation relative et signifie l'amenuisement du capital humain.

INDEX DES SOURCES

— Comité Central de la Statistique. Annuaires de la Russie. Saint-Pétersbourg. Années 1913 à 1916.

— Prokopovitch. Histoire Economique de l'U.R.S.S. 1952 p. 72.

— Dr Kieser. Le Secret de la Puissance Russe, 1945, p. 86. 195.

— Jorré. La Terre et les Hommes. 1946, p. 87, 158, 233, note p. 77.

---

(3) Ou, respectivement, à 184,5 millions, en Russie de février 1917, et à 157,5 millions, en Russie Soviétique d'octobre 1917 ; à supposer compensées les pertes de la première guerre de partage de l'Europe Centrale.

— Prof. Markoff. La Russie d'Aujourd'hui. 1947, p. 7, 13, 17.
— Coite. Un Ingénieur Français en U.R.S.S. 1946, p. 95, 96.
— Goulévitch. Tsarisme et Révolution. 1931, p. 74, 90.
— Hubbard. Commerce et Exportation en U.R.S.S. 1938, p. 268.
— Bowman. Le Monde Nouveau. 1928, p. 165, 179, 300, 319,342.
— Divers Manuels Scolaires Soviétiques de Géographie.
— D'Albaret. Liquidation de la Classe Paysanne. « La Revue des Deux Mondes ». Avril 1933.
— Digeste Catholique. Janvier 1950, p. 96.
— Notenstein. La Population Future de l'Europe et de l'Union Soviétique. 1944.
— Lorimer. La Population Soviétique. Son Histoire et ses Perspectives. 1946.
— Wenger. L'essor Economique de l'U.R.S.S. 1941.
— Ed. Théry. Tableau reproduit par Goulévitch. Ouvrage cité, p. 76 et 305.
— Les Cahiers de l'Economie Soviétique. N° 3. 1946.
— L'Auteur. Documentation du Comité de l'Emigration Soviétique. Paris-Genève.

DEFICIT DE LA POPULATION EN U.R.S.S. DE 1948
(dans ses frontières de 1939)

Auteur	Accroissement annuel	Population escomptée	Population recensée	Déficit
Notenstein	18 p. 1.000	266 millions	170 millions	96.000.000
Lorimer ..	20,5 p. 1.000	281 millions	170 millions	111.000.000
Wenger ..	20,78 p. 1.000	291 millions	170 millions	121.500.000
(ou Jorré)	21,24 p. 1.000			
Théry	21,8 p. 1.000	300 millions	170 millions	130.000.00
				130.000.000

Exemple de calcul :

(Notenstein) : 153 (1 + 18 p. 1.000) 31 ; Log 153 + (log 1,018 × 31) 2,18469 + (0,00775 × 31) = 2,18469 + 0,24025 = 2,42494 = 266 millions.

Le complexe du cobaye

On ne sait ce que pensent nos combattants d'Indochine lorsqu'ils apprennent que la bataille de Dien-Bien-Phu permet au Pentagone de modifier sa conception de la guerre moderne et de méditer sur la valeur de la stratégie « New Look », mais s'ils servent d'exemple... ils ne sont guère aidés...

Or, si à Genève on tente d'essayer d'éteindre le feu en Extrême-Orient, on ne peut s'empêcher de constater que l'on prépare un nouveau foyer en Afrique et au Moyen-Orient. En effet, en accordant au Conseil de Sécurité, le droit de veto aux Russes au sujet de l'Egypte et de la Syrie, les Puissances Occidentales viennent de donner à Moscou un prestige gratuit que certains éléments ne manqueront pas d'exploiter bientôt. Le résultat immédiat est en tout cas de mettre en difficulté les gouvernements égyptiens et syriens tant dans leur politique intérieure qu'extérieure. Ils se trouvent maintenant isolés ne sachant trop sur qui s'appuyer, et l'Egypte qui vient de passer un grand nombre de commandes en France espérait qu'en retour nous la soutiendrions. Nous avions autrefois dans le monde musulman — qui compte aujourd'hui plus de 350 millions d'âmes — une influence considérable et une position de choix. Qu'en avons-nous fait ?

Alors que nos intérêts devaient être de soutenir le monde arabe, nous avons soutenu Israël. Or, il faut savoir qu'au point de vue religieux — ce qui a une grande importance — Israël n'a pas respecté les conventions de l'O.N.U. sur l'internationalisation de Jérusalem que les Musulmans considèrent avec la Mecque et Médine comme une ville sainte. C'est là que mourut Jésus, que fut la première Kibla — direction pour prier —, que le Prophète Mahomet est monté au ciel et c'est à Jérusalem qu'ils attendent le retour de Jésus et le Jugement dernier.

Au point de vue économique, l'Etat d'Israël ne peut se suffire et doit compter sur les capitaux étrangers, aussi y règne-t-il à l'heure actuelle une très grande misère. Il est d'ailleurs curieux de noter que dans le monde juif il existe des Sionnistes et des Antisionnistes, notamment en Amérique. Le Général Eisenhower est d'ailleurs moins favorable à Israël que le Président Trumann et la récente déclaration de M. Byroade, Secrétaire d'Etat adjoint, à Phila-

delphie, le 1er mai, demandant à Israël de « supprimer le spectre d'une immigration juive illimitée pour apaiser les craintes arabes à l'égard d'une expansion israëlienne » vient de provoquer des protestations à Tel-Aviv. Il n'empêche que le matériel militaire est fourni par l'Amérique. Il y aura là là un jour un abcès à crever, de quel côté serons-nous ?

Lorsqu'en 1952, M. Artajo, ministre des Affaires Etrangères d'Espagne, partit faire — pour le plus grand bien de son pays — son tour au Moyen-Orient, il avait demandé à son collègue français de l'accompagner. L'Angleterre s'y opposa. M. Artajo s'embarqua seul et nous laissions échapper une occasion profitable.

En Afrique du Nord, où en sont les réformes annoncées ? Notre politique n'y est guère brillante et l'on y prétend que M. Robert Schumann n'y aurait pas commis les erreurs de M. Bidault. Il est question de remplacer le Général Guillaume. Depuis quelques années, les personnages et les résidents changent tant au Maroc qu'en Tunisie et il ne demeure plus rien des espoirs et des illusions que ces changements ont pu faire naître. Ces problèmes ne sont pas des problèmes de personnes, ils doivent être résolus par un changement de politique. M. Julien écrivait récemment qu'il déplorait la disparition du Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord, « il n'existe plus aujourd'hui de services de coordination, ajoute-t-il, à la grande joie du Quai d'Orsay qui peut errer en toute sérénité ». Une étroite collaboration est indispensable pour résoudre ces problèmes et renouer l'amitié musulmane afin que nous fassions bloc ensemble pour progresser et lutter contre le communisme au lieu de favoriser son expansion chez eux... et d'en faire encore les frais.

L'IBIS.

Après la Syrie, l'Indochine... l'Inde Française

De graves événements se déroulent depuis plusieurs années dans les comptoirs et loges français des Indes. Ils arrivent à leur point culminant. Comme l'écrivait Lyautey dans sa notion de tutelle, le propre de la France est de se laisser surprendre par les événements. Les leçons de Syrie et d'Indochine ne lui servent à rien. Nous expliquâmes ici-même (« D. O. », oct. 53) comment nous payons en Indochine des errements que nous signalâmes dans la presse française dès 1931. Cette leçon un peu sanglante pouvait provoquer des réactions salutaires, DES REFORMES COLONIALES COMPLETES. Les administrés cessent d'estimer et de respecter quand le tuteur délaisse son prestige pour des occupations plus sordides. Il était déjà maladroit de s'accrocher aux lambeaux d'un empire qui fut français lorsque la Grande-Bretagne abandonne totalement le pays. Nous n'eûmes pas le geste de devancer les revendications inéluctables devant le précédent britannique. Et maintenant, nous sommes presque chassés !

Ces réserves hindoues sont de peu d'importance pour la France, soit. Puisque Londres résiliait son rôle d'occupant, il était normal que nous l'imitions afin de bénéficier de la gratuité du geste. Une fois de plus, nous donnons aux autres peuples coloniaux la preuve que la violence est une nécessité pour avoir raison de notre présence. A se demander qui se penche sur les colonies en France, si l'on s'en occupe toujours et dans quel état d'esprit !

A quoi bon parler des Indes actuelles ? Dans notre documentation, nous avons retrouvé un éditorial des « Annales Coloniales » sous la signature de Raoule Monmarson, un des rares journalistes qui luttèrent avec nous pendant vingt ans pour la propreté et le respect de la France d'Outre-Mer. Pas plus que nous, pour l'Indochine, Monmarson ne put se faire entendre pour l'Inde. Voici ce qu'il écrivait le 8 novembre 1935. En changeant les noms, ces lignes pourraient presque dater d'hier.

« ...Il est toujours triste de manger les restes du passé. La grande épopée de Dupleix habille d'une certaine magie les noms chantants de Pondichéry ou de Chandernagor. La haute figure de la France coloniale, en laquelle nous voulons croire malgré les hommes qui la salissent, interdit que l'on jette, déli-

bérément, des cendres ou de la boue sur les derniers lambeaux de nos terres indiennes. Il faut se rendre sur place : alors on brasse la honte à la pelle.

L'avion qui m'emporte et qui travaille contre le vent contraire, est anglais. J'en respire mieux. Et je comprends le mépris que les Anglais nous témoignent. Après un bain de boue, l'anonymat d'un avion étranger. L'équilibre sera rétabli à Paris.

Mais je m'effraie de la touchante obstination de notre ministre des Colonies à ne pas ordonner l'enquête nécessaire. Contre les faits qui lui sont signalés, il demande confirmation au Gouverneur ! Et le Gouverneur, avec une délicate sollicitude, câble au Ministre, et le rassure, et travestit la vérité, et se drape dans les replis de sa sombre justice, dont le chef à Pondichéry est un des bas Machiavels de la politique.

Le Ministre en douterait-il, qu'il lui suffirait, s'il voulait en prendre la peine, entre deux audiences, de lire le rapport de l'Inspecteur des Colonies, envoyé en 1931 en mission. Il lui suffirait encore de renvoyer de son Cabinet le fonctionnaire auquel le Gouverneur câble, aux frais de la Colonie, presque la copie des câbles qu'il adresse au Ministre. Ce fonctionnaire qui, ne redoutant point le décret-loi sur le cumul, travaille au Cabinet du Ministre, et est en même temps que salarié du Sénateur et du Député de l'Inde, rédacteur au « P... », écrivant indifféremment, pour impressionner ses correspondants, sur papier à en-tête de la Chambre, du Cabinet du Ministre, ou du « P... » ! Il lui suffirait encore, passant outre à l'obstination polie de son directeur de Cabinet, de se faire remettre le dossier complet de l'Inde française, gonflé de plaintes, de cris de détresse, d'exposés, qui n'ont eu jusqu'ici comme résultat que de faire fondre sur leurs auteurs les plus honteuses représailles.

Terre de contrebande, nous y faisons de plus le métier d'entremetteur en unissant à Yanaon — étranges pèlerins accourus de toutes les parties de l'Inde — des vieillards à des fillettes de huit ans, contre la loi anglaise qui l'interdit. Il est, dans ces conditions, normal que l'Inde si menue, si désireuse de ne point faire parler d'elle à Paris, soit devenue une officine politique. On y travaille entre copains. C'est un club de gangsters.

Je suis redevable à ces Messieurs d'avoir soldé, au taux si élevé de l'avion, un important supplément de bagages : ce sont leurs dossiers que j'emporte. A la vérité, le coupable est à Paris, et c'est M. Le Moignic, Sénateur de l'Inde. Il a casé dans son fief et surtout dans le service de santé d'où il est originaire, toutes ses créatures. Et celles-ci, malgré que leur uniforme leur interdise toute politique, n'ont de raisons d'être — elles l'affirment elles-mêmes — que d'imposer à la population, sous toutes les formes — de la persuasion à la menace — le nom de leur compère.

Nous allons ouvrir nos dossiers. Il est temps que justice se fasse...

Il y a huit ans que la population de l'Inde vit sous la terreur du chef de Cabinet du Gouverneur, le Commandant Morizon. IL Y A QUATRE ANS QUE CELUI-CI A ETE DENONCE PAR UNE MISSION D'INSPECTION, à la suite de laquelle son rappel en France avait été ordonné. Les crises ministérielles lui permirent toujours de se faufiler comme une anguille. Ses exactions sont connues, ses abus de pouvoir, sa police uniquement occupée à frapper sans arrêt tous les adversaires politiques, la terreur qu'il fait peser sur le pays au point que ceux qui le peuvent se réfugient en territoire anglais, le Procureur général, complice conscient plutôt que bas instrument, de cette honte,

et le Gouverneur qui tient à couvrir son subordonné, tout en n'ignorant pas ses actes, voilà ce qu'est à l'heure actuelle l'Inde française.

J'ai reçu, à Karikal, à Pondichéry, à Chandernagor, les plaintes de tous ceux qui ont osé braver l'espionnage pour venir me les exposer. J'ai reçu, à Pondichéry, des supplications, afin que la France arrache aux hauts postes qu'ils occupent ces fonctionnaires dont je rougis d'être le compatriote.

Un peuple vit sous la terreur. Les cipayes et la police le tiennent sous le joug. L'anxiété éclatait qu'après notre passage, de M. Herbecq et du mien, les représailles ne fussent sans pitié. Et des consciences se libéraient, persuadées que la France, ce n'est pas ces gens-là !

Nous voulons que nos ressortissants de l'Inde aient désormais de nous l'idée qu'ils devraient avoir : La France de 1914, quand elle est montée au feu, avait un idéal de justice et de liberté. Il ne se peut pas que nos chefs de 1935, par leur passivité ou leur indifférence, nous fassent l'injure de l'avoir hée. »

***

Cet article parut sous le titre : « Une officine : l'Inde française ». Et l'Inde française demeura une officine... Nous n'oserons pas dire que c'est à cause de cela que des Français s'y accrochent, nous écrivons simplement que la France était prévenue que ses clercs semaient le vent, comme en 1931 en Indochine et, hélas, ailleurs ! Et que l'on nous fiche la paix avec les « menées communistes » qui ont par trop bon dos en certains points de l'empire.

Le « fonctionnaire » indiqué, pour prix de son action nocive, fut nommé Gouverneur d'une autre colonie ! Alors, n'est-ce pas... il ne reste qu'à attendre la réalisation de nos pronostics pour d'autres colonies !

Pierre FONTAINE.

Eléments d'une nouvelle ideéologie

(Fin)

XIV

LA MISSION DE L'EUROPE

La construction de l'Europe aura d'énormes répercussions pour les Européens. L'Europe à l'ouest du rideau de fer nous fournit déjà un marché unifié de 250 millions de consommateurs, dont le nombre atteint 324 millions si nous y ajoutons les peuples d'Europe orientale. Des salaires et des prix de denrées alimentaires communs créeront les conditions d'un nouveau pouvoir d'achat élevé, l'unification du marché autorise une nouvelle expansion de la technique dont les ressources pourront être utilisées sur une échelle encore jamais atteinte. La production horaire européenne n'est aujourd'hui que le tiers de celle des Etats-Unis, la division des marchés européens en est la cause. Leur unification crée les conditions d'une production massive à meilleur compte. Grâce à des crédits européens, des territoire encore loin de leur complet épanouissement technique obtiendront les moyens nécessaires à leur exploitation rationnelle. Les milieux industriels devront faire face à des tâches énormes et les spécialistes du financement de l'économie pourront donner la mesure de leur savoir. Le standard de vie des travailleurs sera non seulement élevé

sur tout le continent, mais encore garanti ; les paysans se verront placés sur un pied d'égalité par rapport aux autres groupes sociaux et bénéficieront des innovations de la technique dans de vastes proportions. La science et la recherche joueront un rôle de premier plan sans comparaison avec le passé. La Communauté européenne sera assez puissante pour organiser ses forces armées sans entraîner des dépenses d'armement aussi lourdes que celles d'aujourd'hui, des forces armées qui rendront toute attaque vaine. Ainsi, la politique de paix suivie par le peuple suédois pourrait devenir dans cet esprit celle de toute l'Europe.

Le mouvement social européen a pour mission de créer l'Europe sans guerre et d'en faire un facteur déterminant pour la paix mondiale. Il en résulte que cette construction européenne doit s'effectuer en collaboration avec les Etats-Unis et les autres nations des deux Amériques. La libération de l'Europe orientale constitue bien entendu l'un de ses objectifs, mais elle doit être obtenue sans guerre. Un conflit aurait pour conséquence l'anéantissement d'une grande partie des populations de l'est. Si l'Europe et l'Amérique luttent ensemble, s'il s'avère possible d'organiser une collaboration politique à l'échelle mondiale sur la base de l'égalité de droit entre l'Europe et l'Amérique et si, enfin, les peuples d'Asie et d'Afrique, en dehors de la sphère d'influence communiste, ont la possibilité de collaborer avec la Communauté européenne, selon les mêmes principes, l'Union Soviétique ne pourra à l'avenir maintenir sa domination en Europe orientale.

Sous maints rapports, la Russie appartient également à l'Europe. Sa civilisation a reçu l'empreinte de Byzance. L'Etat communiste constitue peut-être la forme la plus logique de société pyramidale, mais l'influence de la culture ouest-européenne agit toujours de façon féconde en Russie. Les grands poètes du siècle dernier en sont les témoins, ils montrent précisément ce que la Russie peut apporter à l'Europe. Si l'Union Soviétique est isolée du reste du monde, l'évolution russe l'éloignera d'une manière ou d'une autre des structures communistes actuelles. Le jour ou l'Europe pourra saluer l'entrée du peuple russe dans sa communauté, sera sans doute une des plus grandes dates de notre histoire.

La moitié de l'espèce humaine vit, à l'heure actuelle, en dessous du minimum vital. Les besoins en marchandises sont tels que l'Europe et l'Amérique n'ont pas besoin de se concurrencer, elles doivent au contraire organiser en commun le marché mondial. Il faut relever le pouvoir d'achat des peuples d'Asie et d'Afrique. L'introduction de la technique et

l'envoi de techniciens dans ces pays non encore rationalisés, devra dépendre des aptitudes de ces mêmes pays à corriger automatiquement les salaires et le prix des denrées alimentaires en fonction de l'accroissement de leur potentiel productif. L'expansion européenne amènera aussi la prospérité des autres continents.

Les préjugés nationaux et de politique de classe se dressent contre la réalisation de cette politique, les complexes inconscients des peuples, les vagues de haine et la soif de vengeance peuvent s'y opposer. C'est pourquoi il est de notre devoir de connaître ces forces psychologiques, afin de nous en rendre maître, comme nous l'avons fait autrefois en mettant les forces physiques et chimiques à notre service. La guerre a souvent exalté les plus hautes qualités humaines. Nous devons placer l'héroïsme instinctif, l'esprit de combat et de sacrifice, la conscience du devoir au service du travail créateur. Nous construisons l'Europe contre la brutalité de la guerre et l'inconsistance du pacifisme comme l'incarnation héroïque d'un geste créateur.

XV

RAISON — LUCIDITE — MESURE

L'empire romain fut le berceau de l'idée impériale, mais la Rome antique se constitua aux dépens de peuples opprimés qui avaient perdu leur confiance en eux-mêmes et ne purent en conséquence défendre leur liberté à l'heure décisive. Rome exploita les provinces et dut ensuite les protéger. Lorsque survinrent les barbares du Nord, des hommes confiants en leur force vitale, les peuples de l'empire romain n'eurent rien à leur opposer. Rome fut à la longue si affaiblie qu'elle ne put assurer la défense de ses frontières.

La Rome nouvelle sera bâtie au bénéfice de peuples libres et conscients de leur valeur nationale. Le dynamisme de la civilisation occidentale est issu de la liberté. La Rome nouvelle doit se former sous le signe de l'idéologie sociale-réformiste. La liberté et la garantie du droit s'allieront à l'ordre et à l'autorité, la concurrence économique à la planification, la justice sociale à la responsabilité personnelle, la fidélité à la communauté à la fidélité envers son propre peuple. Les deux pôles d'attraction de la politique étrangère moderne : le nationalisme et l'internationalisme se rejoignent dans le réformisme social et national de l'Europe.

L'unification européenne constitue une révolution européenne, elle crée des conditions entièrement nouvelles pour son développement futur et la vie humaine. Elle sera donc avant tout une métamorphose spirituelle sans pour autant signifier l'anarchie ou la libération d'instincts effrénés. Trois mots brillent au-dessus de notre route : Raison, Lucidité, Mesure.

Raison, car c'est seulement grâce à elle que nous pourrons dominer les forces naturelles à l'intérieur et à l'extérieur de notre moi. Lucidité, parce qu'au delà de la raison, les valeurs éternelles prennent leur véritable sens par son intermédiaire. Des sentiments livrés à eux-mêmes sans le contrôle d'une pensée claire donnent naissance à un paysage flou, sans contours et sans lumière. Mesure, car en son absence notre esprit oscille entre la foi absolue et l'espace infini de nos possibilités, responsable de l'orgueil de notre époque et des guerres mondiales dévastatrices. Conscients de notre imperfection, il faut choisir notre voie.

Alors que l'époque de la Rome impériale offrit le spectacle de sa décadence, la république romaine nous a donné un exemple sans pareil. L'attitude morale des républicains romains, plaçant leurs propres intérêts au second plan pour ne pas violer la parole donnée à leurs compagnons, l'union des libertés du citoyen à la discipline de l'état, la solidarité nationale consciente des taches à réaliser furent pendant trois siècles une force suffisante pour créer des traditions, lesquelles rendirent possible l'établissement de l'empire et survivent encore aujourd'hui dans la hiérarchie de l'église catholique.

La langue latine emploie deux mots pour désigner le destin : Fatum et Fortuna. Fortuna désigne la roue de la chance. Ce mot appartient à l'époque impériale, celle de la dégénérescence. Fatum exprime l'idée de puissance divine, celle qui soutient les hommes libres lorsqu'ils agissent dans l'esprit de leur conviction morale. Telle était la conception du monde de la république romaine avant d'être reprise plus tard par la chrétienté. Elle constitue le levier spirituel de l'idéologie sociale-réformiste.

L'accès à la culture donne le jour à un nouveau type d'homme, l'aristocratique. Mais l'aristocratisme ne signifie pas à nos yeux la naissance d'un groupe privilégié ayant des droits et des besoins particuliers, il caractérise un style de vie valable pour tous, basé sur la maîtrise de soi et la discipline personnelle. Cet esprit aristocratique peut facilement provoquer une sorte de resserrement de la vie sentimentale spontanée. La confiance et la joie de vivre des artistes natu-

rels que sont les bohémiens « contemple les lis sur la terre », et le caractère authentique du primitivisme prolétarien font également partie des valeurs humaines. Une vaste culture requiert un type humain très ouvert et multi-dimensionnel.

La vision d'avenir du réformisme social démontre qu'à partir des champs de ruines de la décadence actuelle l'Europe peut connaître une grandeur nouvelle. Les possibilités existent. Seuls font défaut les hommes désireux de les exploiter. L'Europe peut redevenir le flambeau de la civilisation occidentale. La vieille tradition culturelle du monde méditerranéen, la mystique profonde de l'est européen, le dynamisme et l'instinct de liberté de l'ouest, l'énergie créatrice de l'Europe centrale, tout est encore là, tout peut à nouveau devenir une communauté vivante. Il existe une vieille légende selon laquelle un lion venu du nord interviendra dans la destinée aux heures sombres. Précisément à cette époque, le coin nordique oublié de l'Europe, a peut-être une mission spéciale à remplir.

Le principe fondamental du réformisme social, la collaboration entre partenaires égaux en droits, ouvre de vastes horizons. Nous saluons la naissance du monde arabe, la naissance de la Perse, de l'Inde et de l'Indonésie. Les nations européennes trouveront en fin de compte leur fin dans le cadre de la Communauté européenne, à l'instar des autres nations. Le danger communiste dans le monde nous menace tous. C'est la raison pour laquelle nos destins sont liés. Nous devons rechercher en commun notre voie commune sous le signe de la même idéologie.

Travailleurs, paysans, bourgeois, intellectuels aristocrates et idéalistes de toutes nations, nous vous lançons un appel commun, nous avons devant nous la tache immense de construire l'empire du travail créateur.

PER ENGDAHL.

Le gérant : Maurice BARDEC HE.

Société d'Exploitation de l'Imprimerie DAVY,
53, rue de la Procession, Paris (15e).

Dépôt légal : 2e trimestre 1954.

erre »,
n font
culture
nnel.
e qu'à
Europe
exis-
ploiter.
occi-
terra-
nisme
l'Eu-
evenir
selon
stinée
n nor-
iale à

llabo-
vastes
nais-
ations
ans le
autres
enace
Nous
ous le

crates
appel
cons-

L.